

# Consultation sur la refondation du Réseau "Sortir du nucléaire" Réponses et contributions des groupes – version complétée

Vous trouverez dans ces pages les réponses et contributions que nous avons reçues suite à la consultation (<https://echanges.sortirdunucleaire.org/course/view.php?id=59>) que nous avons lancée fin avril sur le processus de refondation du Réseau. Vos réponses et contributions sont présentées dans leur intégralité, et dans leur ordre d'arrivée. Nous avons reçu 14 avis favorables (sans compter évidemment l'avis favorable des administrateurs, qui représentent chacun un groupe adhérent), 4 avis partagés et 5 avis défavorables, concernant notre proposition pour l'organisation du processus.

Les réponses au questionnaire sont suivies des contributions que nous avons reçues directement par courriel, indépendamment du questionnaire. Nous avons reçu des contributions de :

- SDN 38
- SDN Pays de Rennes, SDN Cornouaille et SDN 56
- Stop Golfech VSDNG
- Les Amis de la Terre France
- Les Alternatifs
- Le Cun du Larzac
- SDN 32
- SDN Lot
- SDN 49 et SDN 37
- Chiche !
- NPA
- CSFR

Dans le questionnaire en ligne, vous étiez invité-e-s à donner votre avis sur le principe général d'une commission de travail sur la restructuration, sur les modalités pratiques proposées, et sur les chantiers de travail que nous avons listés.

Pour faciliter la lecture des réponses, nous rappelons ici l'intitulé des 6 chantiers que nous avons listés :

Chantier 1 : Dimension fédérative / Représentativité des différents acteurs au sein du Réseau

Chantier 2 : Conseil d'administration : représentativité, élection, fonctionnement

Chantier 3 : Rôle de l'AG ; rôle du CA ; rôle du directeur ; rôle des autres salariés ; articulation

Chantier 4 : Faisabilité : adéquation entre les capacités du Réseau et les chantiers décidés/engagés

Chantier 5 : Stratégie

Chantier 6 : Communication

---

**GRPEE 61 - Joëlle Chartier** : avis favorable

Chantier 6 : Limitation du mandat du/des porte-parole/s ; roulement (?); Peut-être pouvons-nous suggérer le bénévolat du porte-parole

**Comité écologique ariégeois - André Pages** : avis favorable

**Sortir du nucléaire 31 - Louise Boudellal** : avis défavorable

**Assoconseil Photovoltaikanlage - Guy Collin** : avis favorable

Chantier 5 : Plus de réunions décentralisées, en ce qui nous concerne, établir des contacts et des entretiens avec les organisations allemandes sur les stratégies et les modes d'interventions communes

Chantier 6 : On devrait fonctionner comme un syndicat avec des délégués par régions françaises et des représentants de l'étranger. Mais surtout arrêtons le leadership d'une personne qui monopolise les interventions qui

ne sont pas la réalité de la réflexion de la base.

Un mot pour conclure : Notre organisation est aussi membre du Bund Freiburg et de Greenpeace Deutschland, nous sommes solidaires des militants français et continuerons à participer autant que faire se peut aux actions du Réseau. Compte tenu de l'agressivité actuelle des lobbys nuk européens, nous réfléchissons à une grande démo sur l'exemple de la dernière chaîne humaine en Allemagne, mais au niveau européen, nous pensons que c'est faisable. Courage à tous et amicalement antinuk et renouvelable.

**ATTAC Macon - Guy Lereuil / Laurence Boubet : avis favorable**

Etant donné l'expansion (incontrôlable ?) du réseau il me semble très important d'arriver à mettre en place des instances départementale, régionales enfin locales des associations, individus, partis adhérents du réseau. Quel sera leur pouvoir ?

Un mot pour conclure : Le réseau trouve sa force dans sa richesse ( le nombre d'assoc leur diversité) mais c'est aussi sa faiblesse. Il faudrait arriver à mettre en place un fonctionnement plus démocratique. Est ce que cela doit tenir compte de la taille, de l'implication, je ne crois pas. Il me semble qu'il faudrait décentraliser. J'ai participé à la dernière AG, et c'était une première. Pourtant il n'y avait que une petite part de présents, et c'était déjà un sacré barnum. Pour ma petite part sans un grand approfondissement, je pense qu'il faudrait redéfinir les rôles, et décentraliser. Mais ne tombons pas dans les critères de pureté, ce n'est pas là l'identité d'un réseau.

**Noe21 - Chaïm Nissim : avis favorable**

Mon nom est Chaïm Nissim, je suis un vieux militant de l'époque de Malville. Je travaille en Suisse avec une ONG qui s'occupe du climat. La ligne de l'ONG dans laquelle je travaille est ni nucléaire ni effet de serre, et nous faisons de notre mieux pour explorer les chemins scientifiques et comportementaux que cela implique. J'ai suivi de loin le conflit dans votre réseau, je vous recommande vivement de ne pas trop compliquer les structures, de ne pas oublier que les meilleurs textes portent en eux - même le contraire de ce qu'ont voulu leurs auteurs, que l'homme est un animal qui a un territoire, que le Pouvoir fait partie de nous et que les systèmes démocratiques ont des limite. Bref que la démocratie doit se défendre sinon elle s'étiole. / C'est un peu compliqué vos propositions, c'est beaucoup de travail et d'énergie investis dans le fonctionnement, au risque d'oublier le nucléaire! / Chantier 6 : vous posez de bonnes questions. / bonne chance, je ne sais pas encore si je viendrai le 19 juin, j'ai envie et j'ai peur.

**NPA 72 - Martial Château : avis favorable**

Principe et modalités : Il me semble qu'un appel à candidatures devrait avoir lieu avant l'AG de juin. Les candidats devraient expliciter les motivations de candidature.

Chantier 2 : Les donateurs sont, pour le plus grand nombre, adhérents d'associations membre du réseau ; Il ne me semble pas nécessaire de leur accorder une représentation à l'AG, cela me semble même dangereux, de gros donateurs pourraient tenter d'imposer leur point de vue .

Chantier 3 : Il me semble qu'il faut dès maintenant mieux cadrer les questions posées, en particulier, préciser que le directeur et les salariés sont en charge de mettre en oeuvre les décisions de l'AG et du CA avant tout.

**ACEVE - Jacques Terracher : avis partagé**

Principe : Je ne suis que partiellement défavorable à cette déclaration préliminaire. D'accord sur le calendrier et la mission générale de la commission. Pas d'accord sur le manque d'objet à cette mission. Il faudrait rapidement fixer un cap à tenir. Voici celui que nous, ACEVE, proposons :

Résolution sur le fonctionnement - La refondation de la structure de SdN doit permettre un fonctionnement démocratique, avec une participation active des tous les membres à l'AG qui se dotera d'un CA responsable à tous les niveaux de l'association et de la société.

Modalités : Comme dans le questionnaire précédent, je ne suis défavorable que sur un point: la présence de trois salariés mandatés par leur pairs. La restructuration est l'affaire du réseau représenté par son AG, son CA, pas de ses salariés. Dans la commission la présence d'un salarié volontaire, choisi pour ses aptitudes à rédiger les compte-

rendus de réunion pourrait suffire. Ce qui n'empêcherait pas la commission d'auditionner l'ensemble des salariés, de manière à prévoir la coordination du travail et des responsabilités entre le CA et l'équipe de salariés. La commission doit rester libre et indépendante de toute considération professionnelle.

Chantier 1 : L'Ag annuelle nationale, pourrait être précédée d'AG régionales : pour faciliter l'accès, limiter les déplacements ; permettre à tous les membres de participer, le même jour, sur un odj commun et proposé par le CA national ; intégrer les membres donateurs ; désigner des mandataires à l'AG nationale (qui pourrait devenir congrès) ; se prononcer, sur des motions cautionnées par le CA national.

Un mot pour conclure : Nous espérons que le réseau saura sortir renforcé de la crise actuelle , car il est le principal "porte-parole" du principe de sortir du nucléaire. Deux points clés doivent apparaître à l'AG:

- 1) réaffirmation de la campagne ni nucléaire ni effet de serre : inscription dans la charte de ce principe.
- 2) restructuration du réseau sur des bases démocratiques et participatives, avec tous ses membres (élargis aux donateurs).

### **La Ruche de l'Ecologie - Thierry Manceau : avis favorable**

Principe : Le réseau a acquis des compétences au travers des salariés et des bénévoles sur le terrain. Il est donc nécessaire d'ouvrir la discussion et de prendre le temps d'écouter tous ces acteurs qui agissent à leur échelle pour une sortie du nucléaire.

Un mot pour conclure : La grève des salariés montre que la structure décisionnelle du réseau n'est plus adapté aux fonctionnement interne et au développement de nouvelles stratégies. Ce processus de consultation montrera la capacité des membres du réseau à défendre un avenir sans nucléaire sur la base d'un processus décisionnel coopératif.

### **Compagnie Merlinos - Jean-Yves Chetail : avis favorable**

Principe : Nous avons effectivement besoin de temps et de méthode pour mener à bien cette refondation, en particulier le domaine de la communication qui, s'il fonctionne mieux, n'est pas assez développé. Il fonctionne encore trop sur le mode de la réaction mais assez sur le mode de la dénonciation et de l'initiative. Il en est de même pour la stratégie dont on a beaucoup parlé sans pour autant en déterminer ni le fonctionnement, les différentes étapes et les moyens coordonnés à utiliser.

Modalités : A mon avis, il manquerait la contribution de consultants professionnels qui accepteraient de donner gracieusement un avis. Certes pas forcément faciles à trouver. Les approches des militants sont relativement éloignés de ce qu'il faudrait vraiment faire... Et les erreurs de « com », malgré des réalisations techniques et visuelles souvent remarquables, ont été relativement nombreuses. Et je ne parle pas de la manière dont Stéphane s'est grillé avec certains médias...

Chantier 1 : Les militants individuels actifs doivent effectivement être reconnus afin de pouvoir les solliciter pour des actions, des regroupements, ou tout simplement pour être des « passeurs d'infos » au sein de leur entreprise ou de leurs cercles familiaux ou d'amis. Les donateurs doivent être aussi informés des actions réalisés grâce à leur générosité. Quant aux scientifiques, il serait bien de créer une sorte de collègue d'experts qui pourrait étudier l'évolution de la problématique nucléaire, tout en repérant voire anticipant les artifices et les ruses du lobby pro nucléaire. En ce qui concerne les artistes, il devrait être possible d'aller plus loin que le simple soutien ou l'autorisation d'une table de presse à leurs concerts. Certains, et je l'ai déjà pratiqué, acceptent volontiers et sous certaines conditions, une prise de parole. D'autres peuvent participer à des manifestations organisées ou co-organisées par le réseau. On peut aussi leur demander de signer des soutiens. Bref! On peut faire beaucoup plus.

Chantier 2 : Il me paraît effectivement important de redéfinir avec davantage de précisions le rôle, la tâche et la responsabilité d'un Conseiller ou conseillère d'administration. Il me paraît utile que le CA ne se comporte plus comme un patron avec tout ce que cela comporte d'arbitraire et de fausses responsabilité. Nous devrions nous diriger vers une association de compétences et d'intelligences CA - salariés. On a trop connu des programmes décidés par l'AG et donc validé par le CA qui s'avéraient pratiquement intenables. Les salariés, qui sont vraiment sur le terrain, devraient pouvoir donner une estimation technique de la mise en oeuvre de chaque campagne et de chaque motion dans le cadre d'une stratégie générale et d'un calendrier plus adapté et coordonné avec les

différentes actions en cours. On raisonnerait alors plus en terme d'objectifs dans lesquels les campagnes, motions et actions s'intégreraient, à la fois d'une manière opportune et calendaire. Il s'agit peu à peu de constituer une démarche générale déclinée en actions, manifestations, recours, etc. Il s'agit aussi de maîtriser le calendrier sans pour autant abandonner l'actualité. Dans cette démarche, l'actualité serait intégrée et non plus le moteur d'une contestation factuelle. Il en découlerait alors un rééquilibrage entre l'aspect décisionnaire de l'AG et, par continuation, des différentes sessions du CA et des charges de travail estimées par les différents salariés du réseau.

Chantier 3 : Le rôle d'une AG pour toute association est, me semble-t-il, d'une part informer les participants du travail accompli, donc de communiquer les différents bilans (moral, financier, actions menées, etc) et donc de les voter et, d'autre part, de se projeter dans l'avenir de l'année voire des années à venir. Les ateliers de réflexion proposés, s'ils sont utiles, n'ont jamais vraiment débouché sur des démarches voire des actions concrètes. Ce sont davantage des moments d'échanges, certes utiles, mais qui, vu le temps imparti, ne peuvent pas aider à déterminer des techniques, des démarches mais simplement aborder des sujets, voire des aspects de la réflexion, dans notre cas, militants. Cependant, les sujets traités devraient être approfondis tout au long de l'année par, certes, des énièmes commissions mais qui pourraient peut-être déboucher sur des appréhensions plus profondes et plus étayées des divers sujets examinés.

Chantier 4 : Lors de l'AG de Valence, je découvrais ce qu'était cette assemblée. Je fus stupéfait du nombre de motions et campagnes proposées. Certaines étaient proposées le jour même. Je militais donc pour une préparation anticipée sur 2 ou 3 mois avant l'AG, en tentant de rapprocher les groupes dont les motions ou campagnes étaient proches, en écartant les propositions qui étaient déjà inscrites dans les statuts et, plus tard, dans la charte du réseau. Cela avait bien fonctionné jusqu'alors. Lors de l'AG, sans doute en fonction des circonstances conflictuelles, cette préparation n'a pu s'effectuer correctement. Pour l'instant, je n'ai pas vu cette disposition utile réapparaître. Certes, la refondation prime sur tout mais tout de même, les actions, motions, campagnes devraient tout de même être rediscuté en fonction de cette refondation générale.

Chantier 5 : Il me semble indispensable, en préalable, de décrire ce que représente concrètement une stratégie, dont beaucoup n'ont souvent pas une compréhension claire : son aspect général et convergent, les différents niveaux stratégiques, ses diverses mises en oeuvre, les implications et associations possibles, les moyens utilisables (techniques, pratiques, humains, communications, relais divers, etc.), les adaptations de ces moyens à la cause, les objectifs visés sachant que l'objectif est la sortie du nucléaire. Et le tout dans la recherche d'un coût minimisé afin d'accroître l'efficacité du réseau. La capacité organisationnelle du réseau n'est pas mise en doute mais il existe d'autres moyens complémentaires pas très onéreux qui devraient être utilisés. Pour l'instant, la communication est orientée voire dirigée essentiellement vers les quotidiens nationaux pour contrer les malversations du lobby pro nuc. Il serait temps d'orienter également l'information vers tous les français, sans oublier les jeunes qui ont une conscience écologique très affirmée. Cela suppose une communication différente, plus simple, moins onéreuse (modèle en noir et blanc sur une feuille A4 voire A5 sur un papier de couleur), avec un texte simplifié, représenté comme une alerte très importante. Il pourrait alors être transmis par Internet et être reproduit localement grâce aux astuces et petits moyens des groupes ou individuels locaux. Il s'agirait donc de reproduire ce genre de diffusion à raison de 3 à 4 fois par an en direction de toute la population française et par distribution dans les boîtes à lettres. Certes, ce type de distribution suppose une organisation particulière que je connais parfaitement.

Chantier 6 : A mon sens, le rôle de porte-parolat se détermine en fonction de ce que l'on veut donner comme image. Soit une personnalité qui est très présente dans les médias, les rassemblements, les diverses manifestations organisées par le réseau ou par d'autres associations ou entreprises « amies » ou « adversaires ». La personnalisation n'est pas un problème en soi mais le risque existe que la personne instituée dans cette fonction gère mal cette notoriété. Cette réputation lui a probablement monté à la tête et il s'est cru tout permis. C'est sans doute ce qui est arrivé à notre néanmoins ami. C'est un phénomène bien connu dans le microcosme politique et chez les artistes. Dans les trois cas - porte-parolat, homme politique et artistes - les exemples sont nombreux. Certains ne s'en sont jamais remis car, d'une manière générale, c'est rare qu'une célébrité dure longtemps. Nombreux sont ces innombrables inconnus qui, soudain, furent sous les feux de la rampe, grâce à une élection, une chanson, un exploit et se sont retrouvés bientôt dans l'anonymat. Il me semble que le porte-parolat pour le réseau ne devrait plus être aussi personnalisé. Il devrait être exercé par différentes personnalités du CA ou d'autres. Cependant nos amis candidats au porte-parolat ne connaissent pas forcément les règles de cet exercice difficile. J'opterai pour des sessions de formation afin de parfaire l'efficacité de ces porte-paroles, qu'ils soient membres du CA, salariés, scientifiques antinuc et autres. Stéphan, s'il n'avait pas progressé sur la qualité des CP, avait cependant bien progressé sur les prises de parole. Les techniques sont simples, encore faut-il les connaître.

Un mot pour conclure : Ouf! C'est très long... C'est tout à fait louable cette consultation générale... Cela dit, même dans le contexte actuel, je ne sais pas si beaucoup de militants sérieux auront été jusqu'au bout de cette contribution... Espérons-le quand même... Il aurait sans doute fallu que cette proposition de contribution arrive un peu plus tôt... 2 ou 3 semaines auparavant... Cependant je sais combien le temps passe très vite et que les salariés et les membres du CA travaillent au mieux de ce qui est possible de réaliser. Ce document est bien sûr indispensable. Souhaitons qu'il soit bien accueilli par l'ensemble des militants.

#### **Association pour l'Avenir - Angel Grazioli : avis défavorable**

Principe : Nous ne sommes pas d'accord car cette approche , idéale dans son principe entérine le fait que les statuts actuels ( et probablement son personnel rémunéré) continuent un an de plus à à régir et diriger le réseau à leur guise. Or vu la situation il est vital que ce soit les adhérents de l'association qui décident démocratiquement quelle politique ils voudraient voir appliquer dans le futur: Soit une politique plus consensuelle et bureaucratique qui n'hésiera pas par exemple à s'associer avec les « VERTS PÂLES » des Grenelles de l'environnement. Soit une politique plus agressive et efficace à notre sens nécessaire évitant de telles compromissions ( qui à notre sens sont inacceptable) De plus et compte tenu de la dispersion géographique des adhérents il est indispensable que l'approbation des futurs STATUTS se fasse par vote par correspondance ( si non seuls ceux qui peuvent être présents à Lyon imposeront leur vues (ce qu'il faut évitercar il permet les prises de pouvoir et infiltrations qui croyez le bien sont tout à fait possibles.)

Modalités : C'est une vrai usine à gaz : trop compliqué. Nous pensons qu'au contraire il suffirait de créer deux groupes de travail par Internet et téléphone. Chacun des groupes défendant une des 2 politiques possibles énumérées au point précédents. Les deux statuts résultant après correction, contrôle ( par le CA actuel et tout volontaire manifesté) et rectifications éventuelles seraient soumis au choix de tous les adhérents Ceci impose une diffusion confidentielle complète et à jour des coordonnées de ces associations à tous les adhérents. Comme certaines associations proposent une direction directe décentralisée faite par les membres du futur CA il serait bon que plusieurs variantes ( expliquées) se fassent avant le choix final .

Chantiers (même réponse sur tous) : Nous croyons cependant que nous devons arriver à des statuts qui résolvent VITE les conflits internes actuels et pensons que les autres imperfections sont à traiter ultérieurement. Le but n'est pas d'atteindre la perfection immédiate mais de savoir qui DIRIGE et COMMENT. etd'après quelle POLITIQUE fixée par le CA

Un mot pour conclure : Vu « à distance » il semble bien que les 12 salariés CDD aient été fortement influencés par Pierre BROUSSE qui manifestement voulait se débarasser de Stéphane l'HOMME. A notre sens cela n'est pas acceptable et les méthodes employés pour ce renvoi semblent bien violer les pouvoirs ( et même la déontologie) d'un responsable administratif de réseau. Nous demandons donc que la question soit clairement posée à la prochaine AGE

#### **Sortir du nucléaire 49 - Gildas Cherbonnier : avis partagé**

Principe : Consensus ok, sauf si ce qui est débattu est contraire aux éléments de la charte du réseau, surtout notre socle commun (ni nucléaire militaire, ni nucléaire civile) même quand on parle du climat !

Modalités : sans avis - Il est vrai que le réseau est constitué d'associations anti-nucléaire et d'autres plus généraliste. Cependant, n'y a t il pas un risque à mettre dans cette commission, à même hauteur, des associations anti-nucléaire et d'autres « généralistes » ? Les « généralistes » n'ont pas vocation à travailler sur le fonctionnement du réseau SDN ; elles adhèrent car elles cautionnent et soutiennent notre lutte sans pour autant être des « experts ». De plus, les associations « généralistes » sont plus facilement manipulables par « l'ennemi » n'ayant pas conscience qu'il peut être présent partout. Le plus simple ne serait-il pas de ne pas mettre d'associations « généralistes » dans cette commission? Autre question : cette commission ne sera que consultative? Quel sera son poids vis a vis du CA et de l'AG?

Chantier 1 : avis favorable - Attention à ne pas créer non plus une super structure qui risque d'apparaître comme une nébuleuse pour les personnes extérieures. Le réseau est avant tout un rassemblement des associations et des acteurs de TERRAIN. Il doit le rester. Néanmoins, comme proposé dans le questionnaire, je suis éventuellement

pour la création d'un conseil scientifique mais sur les thèmes du « pourquoi » et du « comment » sortir du nucléaire avec priorité absolue à l'urgence d'un monde dénucléarisé, par les énergies renouvelables, par les économies d'énergies et de façon transitoire par la part la plus faible possible d'énergies fossiles (gaz cogénérateur principalement). L'urgence absolue étant d'éviter un nouveau Tchernobyl demain matin ! Cependant, quels seront les liens entre ce conseil scientifique et les « groupes thématiques » déjà existants dans lesquels naturellement s'expriment des personnes plus compétentes ou plus impliquées sur ces sujets. (ex: DDT, ...)

Chantier 2 : avis favorable - Il manque dans la réflexion l'origine des membres du CA. Seront-ils des représentants d'associations de terrain? d'associations nationales? d'associations exclusivement anti-nucléaire? Quel est le risque d'avoir dans le CA des membres d'association « généraliste » (plus facilement manipulable par « l'ennemi » n'ayant pas conscience qu'il peut être présent partout). Faut-il faire un CA, comme le propose Michel Guéritte, représentatif des par bassins de luttes nucléaires (un élu par bassins)?

Chantier 3 : avis défavorable - Certaines interactions n'ont pas à être repensées dans cette commission. Pour rappel dans une association (avec ou sans salarié), c'est l'AG qui donne la ligne directrice au CA qui décide des moyens d'application de la politique de l'association, (sur la base de ses textes fondateurs (charte du réseau)). Les salariés, Directeur inclus, sont là pour appliquer, mettre en oeuvre les choix du CA. Après, c'est le droit du travail qui s'applique, entre les salariés et le CA (employeur) avec contraintes et obligations de chacun !

Chantier 4 : avis favorable - Oui, il faut réfléchir à ce point. Cependant, certains outils comme le site web et la revue sont à conserver. Ils sont vraiment très bien faits et argumentés. C'est une ressource indispensable pour les groupes locaux. Les plaquettes et les campagnes d'actions sont aussi de bons outils généralement très bien réalisés. Une partie du travail de recherche de nouveaux bénévoles, sympathisants, adhérents et donateurs étant un travail de terrain, pourquoi ne pas doter les associations SDN départementales de moyens permettant ce travail (type Direct Dialogue de Greenpeace) ?

Chantier 5 : avis défavorable - Cela n'est pas à discuter, C'est le rôle du CA de définir la stratégie du réseau qui peut consulter les membres si besoin est notamment lors de l'AG (ou en amont) ! Et les rencontres d'été du Réseau et les listes de discussions permettent d'alimenter les réflexions stratégiques du CA, mais oui c'est le CA qui décide in fine. « L'ouverture stratégique à des personnes ressources extérieures » typiquement à ne décider qu'en AG.

Chantier 6 : avis favorable - Si la personnalisation du Réseau doit être évitée, choisissons des porte-paroles par bassin géographique (1 Sud-Ouest + 1 Ouest + 1 Nord + 1 Est + 1 Centre + 1 Sud-Est) et par bassin de compétence (déchets-démantèlement-transport, rejets dans l'environnement-faibles doses, prolifération nucléaire, alternatives, etc.)

Un mot pour conclure : Manque à la réflexion sur le réseau l'aspect financier ! Est-ce normal de demander des dons a posteriori d'une action ? Est-ce normal que l'AG ne soit pas mise au courant des erreurs financières ? Manque aussi dans ce chantier de restructuration la révision de la charte ou des signataires. Il est impératif que les groupes signataires de la charte du réseau soit anti-nucléaires, même quand on parle du climat ! Il serait intéressant de rajouter à la charte (refaire signer les membres si besoin) : la phrase : « que l'énergie nucléaire n'est en rien une solution face au changement climatique »; Les réponses à cette consultation sont l'avis de 20 membres (dont le CA) du groupe SDN49 (après de long débat par mail)

#### **Forum Plutonium - Jean-Pierre Morichaud : avis favorable**

Chantier 1 : Je pense qu'il est dangereux de donner un quelconque pouvoir aux donateurs !! Si elle a fait un gros chèque et qu'elle devient donateur majoritaire, elle prend part aux décisions du réseau ?? c'est une fédération d'asso (SDN) pas une entreprise, ceux qui donnent de l'argent le font en sachant comment fonctionne le réseau, son but, ses valeurs. Si le donateur veut donner son avis ou participer il le fait comme tout le monde, et son statut de donateur ne doit lui donner aucune légitimité supplémentaire dans les organes de décision selon moi..

Chantier 6 : Les porte paroles ça craint du boudin ! Le problème ce pose d'en d'autres groupes, quand le porte parole devient l'icone ou la personnalisation d'un groupe, d'un réseau, etc.. pourquoi un porte parole .? comment communiquer autrement? comment faire de la communication un outils démocratique et non pas le jeu de nos ennemis. Nous devrions tous être porte parole peut être ...

Un mot pour conclure : Attention au envoie de courrier multiple et parfois inutile. Par exemple à l'adresse 3 rue vieille de Tours a Montrichard nous recevons 3 exemplaires du même courrier SDN car en dehors de l'asso nous sommes inscrit à titre individuel..Nous sommes en conflit avec Greenpeace pour cette raison, beaucoup de courrier parfois inutile lorsqu'on est abonné à la revue trimestriel, avec pour seul motif de susciter le don.. donc attention à la gabeji, même le papier recyclé coute cher et pollue quand on le transporte !En tout cas merci pour votre travail,restez vrais !Bonne continuation

**Compagnie Talon Pointe - Véronique Elouard** : avis favorable

**Sortir du nucléaire Pays de Rennes - Vincent Aubry** : avis défavorable

Principe : Aux membres du CA, Après analyse de votre proposition concernant l'organisation de travail pour la restructuration du réseau, nous tenons à mettre en avant la nécessité d'avoir une légitimité démocratique forte des personnes qui proposeront devant l'AG 2011 les évolutions organisationnelles. Le fait d'élire deux groupes distincts en parallèle, d'un coté CA et de l'autre commission, ne paraît pas, de ce point de vu, opportun. Cela crée un risque de déstabilisation du CA.

Le CA est l'organe souverain du réseau et doit le rester, même dans cette période de réflexion et de transition. Nous proposons donc pour simplifier la démarche et garantir la représentativité démocratique que l'AG de juin :

- Elise un CA

- Elise un groupe de 4/5 personnes supplémentaires (bénévoles motivés, spécialistes, « sages »,...) qui seront membres de droit de la commission de travail

- Donne un mandat au CA pour former la commission avec une partie de ses propres membres, le groupe des 4/5 personnes ci-dessus, et 2/3 salariés.

Dans cette organisation, la commission pourra travailler comme elle l'entend, sous la direction du CA , démocratiquement et 100% élu. In fine le CA reste décisionnaire du travail à présenter à l'AG suivante sur propositions de la commission. Ceci peut être plus abouti si les fondamentaux de cet approche sont partagés. Sincères salutations

Un mot pour conclure : Quels axes stratégiques avant de se poser toute ces questions organisationnelles ! Il est difficile de se situer dans votre questionnaire dans ce sens. Je reste donc sur le mandat du groupe concernant la demande de maintien du CA dans une position de force (au dessus de la commission donc, y compris pour le prochain mandat.) Cordialement

**Solaire 2000 - Arnaud Schreiner** : avis favorable

Je suis en désaccord avec votre préambule où il est écrit que les polémiques sont infondées. Les fautes de Stéphane avant octobre 2009 étaient très discutables et la signature de l'Ultimatum l'ont poussé à faire des fautes dont il n'est pas directement responsable. Par son contrat de travail, comme porte parole, il était sous l'autorité directe du CA et pas sous celle du directeur. Pour moi son combat était légitime, c'est un problème politique!

Chantier 1 : Une dose de représentativité par bassins nucléaires et bassins de compétences pourrait-elle être évaluée?

Chantier 3 : Définir qui doit décider des dépassements de chaque dépense prévue au budget suite au problème Colmar/Copenhague où personne n'a semble-t-il tiré la sonnette d'alarme à temps! (on n'a, entre autres, eu aucune information circonstanciée détaillée sur ce sujet)

Chantier 5 : La communication par liste de discussion est insuffisamment efficace, il est indispensable de créer des rencontres de travail par thème entre toutes les personnes le souhaitant.

Chantier 6 : Viser la personnalisation au niveau national ne serait-elle pas un facteur positif essentiel pour l'incarnation et la reconnaissance du Réseau dans l'immensité du paysage médiatique? Les administrateurs restant évidemment porte-parole privilégiés dans leur environnement local ou dans leur domaine de compétences.

Un mot pour conclure : On ne peut qu'être en gros d'accord avec ces propositions de travail. Il en sera tout autrement lorsqu'il s'agira de faire des choix politiques...

**MAN 71 - Patrick Hubert** : avis favorable

**CANVA - Pierre Rosenzweig** : avis favorable

Chantier 1 : Votes: groupes adhérents (cotis.) de 10membres (adh.) mini; qu'est-ce qui empêche les indiv.. et les donateurs d'adhérer à 1 groupe (= engagement clair!) ? pas la géogr. !

Chantier 2 :

1. Une présidence partagée à 2-3 évite la starisation et permet la "bio-diversité" inhérente à un "RESEAU" !  
2. Critères / CA : expériences militantes ; disponibilité ; travail d'équipe ; communication si "p.parole" (formation ?) ; orientation "politique" claire : anti-nucléaire et...? décroissance ? anti-capitalisme ? environnement (climat,...); EXPERTISE dans un "domaine" : déchets, militaire, transports, renouvelables,... pour un CA à compétences "complémentaires"

Chantier 3 : Les rôles ou missions ne sont bien remplis, reconnus et appréciés des autres que si les relations "perso" sont "acceptables"! Pour cela, un minimum de convivialité (commensalité) est indispensable: rencontres "physiques" avec repas,... pour le CA et/ou les salarié(e)s. Prévenir ainsi les conflits, c'est bien mieux que d'essayer de les "gérer" (trop tard!) plutôt qu'une "médiation", c'est une "supervision" - accompagnement expert - (comme dans toute grande "entreprise") qu'il est bon de mettre en place, pour vérifier l'équilibre des "pouvoirs" et le respect des engagements réciproques.

Chantier 4 : Le mieux est l'ennemi du ...BIEN! pas trop de chantiers, mais des bien menés

Chantier 5 : "La fin est dans les moyens comme..."; oui aux "experts extérieurs" , à la variété des moyens d'actions et à leur SYNERGIE (cf l'expérience du Jeûne-Actions avec les Désobéissants à Paris en mai 2010 : un "nouveau concept" (J. Peyret)

Chantier 6 : La compétence prime :

-l'expertise / domaine dans le CA (mais avec formation à la Comm./médias (cf manques en mai 2010!) pas forcément tout le CA

- les 2 ou 3 "co-président(e)s" dont c'est une des fonctions !

et le "directeur(trice?)" - vu sa "permanence"- sur les orientations

Un mot pour conclure : Un équilibre complexe, délicat et fragile à rechercher ensemble entre:

- des savoirs (connaissances scientifiques,...)

- des savoir-faire (militariser dans la "non-violence" avec des stratégies,...)

-des savoir-être (relations humaines en "interne"!...)

Bon courage à toutes et tous

"Fluctuat nec mergitur bellum anti-atomicum" : le combat antinucléaire ne

" coule" pas, mais continue, de plus belle !

**Amis de la Terre France - Marie-Christine Gamberini** : avis défavorable

Principe : La formule "polémiques virulente et infondées" augure mal d'un esprit fédérateur de recherche de "consensus". Idem pour l'insistance sur des "apports extérieurs", alors que la priorité immédiate sera de restaurer la confiance des adhérents et bénévoles. Avant tout engagement dans un long processus énergivore de restructuration / refondation, l'AG de juin doit au préalable clarifier les orientations politiques et stratégiques qui pourraient motiver ce processus. Bref, redéfinir clairement ce qui nous fédère. La discussion des priorités financières et budgétaires passées et futures (mode de financement du reZo, affectation des fonds...) fait partie intégrante des préalables stratégiques à clarifier. Tout dépendra par ailleurs de la manière dont le CA transitoire se sera acquitté du point 2 de la feuille de route. NB : la formulation à la première personne des réponses prédéterminées à un questionnaire censé s'adresser à des groupes paraît emblématique de la confusion régnant au sein de l'actuelle équipe dirigeante quant à ce qu'est statutairement le Réseau.

Modalités : Le calendrier est bien trop long et dilatoire (sauf pour les points qui devraient, de toute façon, relever d'une réflexion permanente). Les salariés sont surreprésentés dans la composition de la commission proposée. On voit mal à quel titre 3 salariés (le quart de l'équipe !) seraient mandatés (par leurs "pairs", quels pairs ?) sur " leur



temps de travail" pour y participer, alors que des bénévoles devraient le faire à leurs frais et en dehors de leurs propres heures d'activité professionnelle. On voit mal aussi ce qui justifierait la "cooptation" de "personnes ressources" permanentes dans ce cadre (et pourquoi 1 à 3 ? plutôt que 0 ou 10 ?) Par ailleurs, rien n'est proposé quant à la durée, pourtant cruciale, pour laquelle le "nouveau CA" serait élu en juin.

Chantier 1 : Avis défavorable - La priorité est de savoir si le reZo doit / peut être représentatif, et si oui de quoi et de qui. A cet égard, le fait, par exemple, que les mouvements politiques adhérents (de longue date ou récents, en masse ou uniquement à leur niveau national) ne soient pas mentionnés (alors que seuls le sont d'éventuels "élus") suggère que le problème est mal posé. Comme l'ont montré les dernières échéances électorales, il est d'abord essentiel de clarifier, en toute transparence, la place des partis politiques au sein du reZo et au sein de son CA. Les questions de la représentativité géographique et de celle des différentes luttes (fermetures, déchets, démantèlement, nouveaux réacteurs, fusion, non-constructions, armement, médical, exploitation minière...) ne sont pas non plus évoquées, ce qui constitue une grave carence. Par ailleurs, pour les ATF, la création de statuts honorifiques ou à part, par le biais de collègues de personnalités ou d' "experts", serait en contravention totale avec l'esprit de la Charte, que tout individu, quel que soit son statut, pouvait signer à égalité.

Chantier 2 : Avis favorable - Mais en la matière, rien n'est urgent et cela devrait en partie relever d'un souci permanent... que la multiplication d'articles au règlement intérieur n'est sans doute pas la meilleure façon de régler. A noter que la question sur la "co-présidence" confirme la mauvaise connaissance du reZo qu'ont les rédacteurs du questionnaire. Il n'y a pas "co-présidence" au reZo mais "présidence collégiale" - c'est-à-dire de tous les administrateurs pris globalement. Ce choix s'explique par la très grande hétérogénéité des groupes adhérents (on voit mal qui pourrait passer pour représentatif à soi tout seul d'une telle fédération) et de l'ampleur de la responsabilité financière et juridique potentielle (qui amène à répartir cette responsabilité entre toutes les associations membres représentées au CA...)

Chantier 3 : Avis défavorable - Ce chantier paraît très lourd.

Et deux de ses questions devront impérativement être réglées pour l'essentiel à l'AG de juin, à savoir :

- " Quels champs décisionnels peuvent-ils ou doivent-ils être délégués aux salariés par le CA ? "
- " Quelles délégations de pouvoir au directeur ? aux salariés ? "

Chantier 4 : Avis favorable - Néanmoins, cela relève avant tout des orientations stratégiques, et donc budgétaires, générales. Comme l'ont montré par exemple l'extrême et durable réticence de la direction à engager des fonds sur les scénarios de sortie, pourtant réclamés par des AG successives depuis l'an 2000, alors qu'engager des dizaines de milliers d'euros dans des manifestations ou dans certains projets moins centraux et d'intérêt moins collectif n'a jamais posé problème.

Chantier 5 : Avis défavorable - Avant d'ouvrir davantage l'élaboration stratégique à "des personnes extérieures" (qu'il serait d'ailleurs intéressant de nommer clairement...), la priorité paraît de l'ouvrir davantage à l'ensemble des associations membres... sinon, à quoi bon être membre du reZo ? Par ailleurs, élaborer une stratégie suppose que les objectifs et finalités soient clairement définis. Les redéfinir fait donc partie des missions cruciales de l'AGE.

Chantier 6 : Il est étonnant que seule la question du porte-parolat soit évoquée dans cette rubrique, alors que d'autres points essentiels sont négligés, dont :

- la revue du Réseau : est-il normal que quelques salariés aient la maîtrise quasi absolue de ce qui paraît dans cette revue ? que le directeur salarié soit directeur de publication ? que des groupes membres se voient refuser la publication d'articles, alors que la revue fait une large place à des groupes non membres et à des articles à la limite de la publicité institutionnelle ou commerciale ?

- la boutique : quel choix stratégique de livres et documents à diffuser ? qui décide des priorités ? l'objectif est-il de diffuser des ouvrages attrayants et faciles à vendre, ou d'offrir aussi une vitrine durable à des écrits plus spécifiquement antinucléaires et plus ardues ?

qui lit les textes susceptibles de poser problème ? (prônant par exemple un recours partiel au nucléaire, ou une prolongation importante de la durée de vie des réacteurs ?)

comment différencier ce qui relève de l'opinion du reZo ou de ses membres, ou de la diffusion de textes qui n'engagent pas le reZo, ou avec lesquels il devrait être en désaccord ?

- le site : quel tri, quelles hiérarchisations des informations ? quelles orientations stratégiques ? en matière de contenus ? en matière de forme (visuels) ?

- les listes de diffusion : à qui appartiennent-elles ? au seul directeur ? qui y a accès ? qui les contrôle ? qui peut

poster dessus ?

Un mot pour conclure : Les Amis de la Terre France ont également déposé une contribution / motion pour l'AGE des 19 et 20 juin.

**Sortir du nucléaire Paris - Simone Fest : avis favorable**

Un mot pour conclure : Il faut rapidement revenir aux fondamentaux en clarifiant les rôles de chaque fonction et engager des actions puissantes face au lobby pro nucléaire. Merci pour le sérieux de votre travail.

**Collectif Citoyen Normand - Viviane Thebault : avis partagé**

Principe : sans avis

Modalités : avis favorable - Qu'entendez vous par des groupes 'plus généralistes' ?? Nous sommes adhérents du Réseau SORTIR du nucléaire, donc pour nous, tous les groupes sont pour la sortie du nucléaire.

Chantier 2 : sans avis - Il est clair que ce point est un des noeuds à dénouer puisqu'à priori à l'origine de cette 'refondation' . Or, en l'absence de connaissances précises du mode de fonctionnement passé et actuel, notre avis est réservé.

Chantier 3 : sans avis - Il est clair que ce point est un des noeuds à dénouer puisqu'à priori à l'origine de cette 'refondation' . Or, en l'absence de connaissances précises du mode de fonctionnement passé et actuel, notre avis est réservé.

Chantier 4 : sans avis - Comment expliquez vous cette surcharge structurelle de travail ? N'avez vous pas déjà identifié les causes??? ni apporté des solutions?? Est ce le role d'une commission ou d'une direction?

Chantier 5 : sans avis - Quelle est LA stratégie actuelle? Voilà 10 ans que nous adhérons au RSN et que nous sommes présents sur le terrain. Notre détermination est toujours la même: nous opposer à tout projet lié à la prolifération du nucléaire/à l'enfouissement des déchets/ + informer/alerter les populations sur ces projets et sur les alternatives possibles + relayer les aux actions vers les élus/décideurs.

Chantier 6 : sans avis - Beaucoup de questions ...?? Or, dans notre collectif, les prises de parole de Stéphane Lhomme n'ont offusqué aucun de nos adhérents. Nous n'avons pas du tout ressenti sur le terrain cette 'personnalisation à outrance' ; de plus , nous ne trouvons pas que l'occasion de prise de parole du RSN soit suffisamment offerte par les médias.Qu'il n'y ait pas qu'un porte parole puisse se concevoir, mais,à notre avis, il faut veiller à ce que ces porte paroles soient en nombre très limité pour qu'ils soient clairement identifiés avec les valeurs que nous défendons.

Un mot pour conclure : NOUS SOMMES INQUIETS de la crise interne du Réseau. A quand un grand rassemblement qui nous réunira tous pour clamer HAUT et FORT qu'en matière d'énergie nous allons droit dans le mur ??

**Les Alternatifs - Roland Mérieux : avis défavorable**

Principe : Ils nous semble étonnant et peu démocratique quand période de "crise" interne , le réseau puissent succiter des "apports extérieurs" sur ces questions au détriment et ou a la place éventuellement des nombreuses associations participants ou adhérentes du SRN. Les ressources nous paraissent largement suffisante au sein même du RSN , il vaudrait mieux créer les conditions à une meilleurs et plus importantes participation de ces associations et mouvements à la vie du réseau.

Modalités : Nous sommes opposés au faite que 1/2 ou 3 personnes dites " ressources" puissent être cooptées par les autres membres de la commission. Par ailleurs, il nous paraît plutôt souhaitable de ne pas avoir une sur-représentation des salariés dans cette commission (ex: autour de 10% ). De ce point de vue tout le monde doit être sur le même pied d'égalité,la participation à cette commission ne peut qu'être envisagée que de façon militante , donc non rémunéré ( salaire , temps de travail , etc...)

Chantier 1 : Nous sommes plutôt opposés à l'idée de la création d'un conseil scientifique ainsi que d'un collège d'élu-e-s . Est'il utile dans le cadre d'une fédération d'associations de multiplier des structures , qu'elle serait le cadre démocratique de contrôle?

Chantier 2 : avis favorable

Chantier 3 : pour nous les questions : Quel équilibre des pouvoirs, comment le préserver? Quels champs décisionnels peuvent-ils ou doivent-ils être délégués aux salariés par le CA? Quelles délégations de pouvoir au directeur? aux salariés? doivent être traité impérativement au cours du week-end du 19 et 20 juin 2010 et non reporté a une date ultérieure.

Chantier 4 : avis favorable

Chantier 5 : La stratégie ( politique ) et la refondation organisationnelle du RSN sont deux choses différentes , il nous semble pas judicieux de les mélanger. Par contre le RSN devrait réaffirmer lors de cette AG sa démarche d'une sortie rapide du nucléaire ( en 1 ou 2 quinquenat )ainsi que l'arrêt des vieilles centrales.

Chantier 6 : sans avis - Quel choix et priorité de la boutique dans son matériel de diffusion , quel outil de présentation du réseau à l'extérieur ?Le rôle du site ainsi que du matériel video sont des éléments de communication important a discuter;

Un mot pour conclure : La question du mode de financement du RSN ainsi que les choix de répartition budgétaire devrait aussi faire parti des chantiers de refondation du RSN.

---

### **Contribution de Sortir du nucléaire 38 :**

Nous demandons un fonctionnement démocratique ; pour atteindre cet objectif, voici ce que nous proposons :

1/Adhésion : soumission des nouvelles adhésions d'associations à l'approbation du CA. En effet, nous nous interrogeons sur la cohérence entre la charte du Réseau et l'adhésion de certaines ONG sponsorisées par de grands groupes industriels.

2/ Vote : chaque association, quelque soit le nombre de membres, a droit à une voix. Le droit de vote est réservé aux associations ayant payé leur cotisation de l'année N-1. Le vote par correspondance doit être possible ; organiser un dépôt de candidatures accompagnées d'une profession de foi suffisamment tôt pour qu'elles parviennent aux électeurs dans les délais légaux. La tenue de l'assemblée générale doit se faire dans une région différente chaque année pour faciliter la participation.

Nous demandons le respect de l'objectif du Réseau : le Réseau s'engage à ne pas signer de texte où la sortie du nucléaire n'est pas explicitement mentionnée.

Nous demandons l'organisation d'un débat orchestré par un modérateur dans un temps limité pour connaître les divergences qui ont amené au licenciement de Stéphane l'Homme : quelles mesures sont envisagées pour que cette situation ne se reproduise pas ? (exemples de mesures : restituer les pleins pouvoirs au CA et laisser les salariés dans leur rôle de salariés).

Nous, membres de SDN 38, rappelons que nous tenons à l'unité du Réseau ; c'est pour cette raison qu'il nous semble utile de crever l'abcès.

Motion élaborée par Sophie Dufour, Amélie Deltour, Yvon Sellier, Sonia Marmottant, Ivan Roux, Philippe Lambersens, Mireille Jubert, Sylvie Carlier, Jean-François le Dizès

## **Contribution de SDN Pays de Rennes, SDN Cornouaille et SDN 56 (extrait du compte rendu d'une rencontre régionale) :**

- Consensus sur notre attachement à un mode de fonctionnement fédératif, en réseau
  - o Afin d'être partout sur le terrain, polyvalent...
  - o Pour éviter toute bureaucratisation de l'association (tendance naturelle)
  
- Or le fonctionnement ordinaire du Réseau fait apparaître de plus en plus une centralisation :
  - o Les salariés, regroupés à Lyon, loin des luttes de terrain, fonctionnent nécessairement trop en vase clos.
  - o Les représentants du CA sont en revanche dispersés géographiquement
  - o Les grosses actions (type Copenhague) participent également à cette centralisation (des moyens financiers notamment).
  
- Possibilité d'étudier le mode de fonctionnement d'autres grosses organisations associatives pour trouver des idées (fonctionnement des AG, du CA, place et rôle décisionnel des salariés...)
  
- L'idée d'une régionalisation, garantissant ce fonctionnement en fédération est à creuser. Les modalités faisant l'objet de plus de discussion. L'idée de nommer des administrateurs par "région" afin que toutes soient représentées au CA du Réseau a été émise. Cela renforcerait probablement le lien entre le réseau et les associations locales.
  
- Inquiétude sur la situation financière du Rézo
  
- Souhait que le Rézo soit beaucoup plus une plateforme de soutien logistique, documentaire, et financière pour les associations locales. Qu'il puisse apporter les moyens techniques et administratifs à la vie "régionale" des associations locales.

## **Contribution de Stop Golfech VSDNG :**

- préalable AG :
  - 1) VSDNG renouvelle sa demande faite après le 26 avril de retirer la plainte contre les militants anti nuc.
  - 2) l'AG de juin devra décider déjà quelques changements pour la refondation particulièrement mis en valeur par les réponses au questionnaire ; la commission proposée ne fera que compléter le chantier commencé
  
- chantier 1 (fédération etc..) :
  - a) accentuer davantage le soutien aux groupes et à leurs actions :
    - par ex. analyse tritium Golfech impulsion pour que ce type d'analyse soit portée par les autres groupes autour des centrales, budget crée pour cela à définir
    - financer la tournée de conférenciers éventuels ou créer à doc à projeter comme l'action autour des scénarios avec Nadège qui était venue dans le sud ouest etc., ou type Tour de France ; s'appuyer sur un journal type Aberration "grand public"
  - bref : plus de dynamisation d'actions des groupes, moins de papiers.
    - b) favoriser les coordinations locales type celle du sud ouest
    - c) consulter les groupes pour des positions importantes du Réseau et quand le CA se bloque 60%/40% (déjà dit fin avril avec coordination)
    - d) comité scientifique type Attac avec classement par thèmes pour étoffer les animations locales et répondre aux interrogations groupes ; personnes ressources listées et connues lors des AG
    - e) représentation individuels etc voir atelier AG février
    - f) communication à l'intérieur du Réseau à structurer : qui a accès aux listes, comment faire passer des avis divergents etc.; les "lettres" ne doivent pas apparaître que comme un appel financier (c'est un peu trop cela)
  
- chantier 2 conseil d'administration
  - a) très attaché à la co-présidence ; c'est le pôle salariés qui doit supprimer au max la structure pyramidale plutôt que le Ca en adopter une

b) se cèle sur le boulot déjà rendu par atelier de l'AG février notamment sur 2 mandats de 3 ans max en suivant, augmentation du nombre administrateur (13 par ex.) avec une attention à la répartition géographique et luttes portées (par ex déchets etc..) ; vrai binôme ; rapport à AG de l'action dans année (15 lignes)

- chantier 3 ; rapport salariés, Ag, CA
- AG souveraine : CA et salariés appliquent ses décisions
- oui à un représentant des salariés au CA ce qui veut dire que dans son rapport à l'AG pourra donner l'avis des salariés sur année écoulée
- c'est important que le CA aille à Lyon se rendre compte du boulot des salariés, aux groupe d'aller donner un coup de pouce, les salariés doivent aller davantage au contact des groupes ; partie du travail de certains salariés avec une de répartition géographique , thèmes transversaux ; par ex lors d'une campagne : lancement par une coordination régionale importante ; un salarié y participe et apporte les docs commandés ; chaque groupe repart avec sa commande.
- comité de médiation indispensable ; l'AG doit décider s'il doit être élu ou pas dès le 1er jour pour que les candidats puissent être élus le lendemain
  
- chantier 4 faisabilité, adéquation
  - effectivement les salariés listent les causes de surcharge de travail, éventuellement proposeront des solutions ; le comité de gestion les analysera
  - implication plus grande des représentants des groupes et personnes ressources habilitées par Ag dans les différents comités de travail
  
- chantier 5 stratégie
  - activation de la commission stratégie qui aide le CA à proposer une ligne stratégique pour AG
  - fin année 2010 c'est stratégiquement important que le Réseau relaie, travaille avec (à définir avec eux) l'assos " malades de la thyroïde" (procès en fin d'année)

#### chantier 6 communication

Les medias favorisent l'emergence de personnes médiatiques et le Réseau aura du mal à l'éviter, mais comme cela a été fait davantage depuis la dernière AG, favoriser l'émergence parmi les membres du CA d'interlocuteurs médiatiques divers, en fonction de thèmes ; il faut que les médias s'habituent à avoir plusieurs interlocuteurs au Réseau ; le chargé de com orchestrerait la com mais ne serait pas "la" référence incontournable dans les médias.  
Com piloté par le CA et chargé de com applique

#### **Contribution des Amis de la Terre France :**

La période est difficile pour les antinucléaires. L'arrivée des troisièmes visites décennales sur les réacteurs français et l'absence, depuis la décision de fermer Superphénix en 1997, de toute avancée réelle dans le sens d'une sortie du nucléaire, exacerbe inévitablement les tensions et contradictions internes présentes au sein du Réseau "Sortir du nucléaire" depuis sa création.

Dans ce contexte, c'est avec tristesse que Les Amis de la Terre France prennent acte des trois graves décisions non consensuelles\* prises par le CA provisoire du Réseau "Sortir du nucléaire" en contravention totale avec l'esprit d'apaisement dans lequel le point 3 de la feuille de route avait été voté lors de l'AG de février.

*\* licenciement de Stéphane Lhomme + transformation du CDD de Charlotte Mijeon, qui arrivait à son terme, en CDI, alors même que les difficultés budgétaires et relationnelles posaient aussi la question de la viabilité économique et de l'opportunité stratégique de la pérennisation d'une douzaine de postes salariés + dépôt de plainte en justice contre Stéphane Lhomme et contre X, au risque de menacer la confidentialité du fonctionnement du Réseau et de ses membres*

Le peu d'indices que le point 2 de cette feuille de route soit en voie d'avancement satisfaisant nous semble également de mauvais augure. Surtout si l'on compare la façon dont l'équipe en place a traité, en paroles et en actes, les ex-administrateurs et administratrices (pourtant légitimement élu-e-s) défavorables au licenciement et l'absence de sanctions perceptibles à l'égard, par exemple, du directeur et DRH Philippe Brousse, malgré la responsabilité de celui-ci dans la longue grève en "soutien" à sa personne qui a paralysé le Réseau "Sortir du nucléaire" pendant

toute la campagne des élections régionales, période pourtant stratégiquement cruciale pour l'objet même du Réseau.

Par ailleurs, alors que des échanges nourris et fructueux avec des associations non membres (comme la CRIIRAD) ont toujours existé sans problème, on ne peut que s'interroger sur l'affichage ostensible, en période de crise interne, d'une volonté d'associer plus officiellement des "extérieurs" à l'élaboration de la stratégie du Réseau, alors même qu'un des aspects de la crise est le sentiment d'un nombre croissant de membres que leurs propres avis stratégiques ne sont jamais pris en compte.

Pour les Amis de la Terre France, tout cela rompt le fragile équilibre entre sensibilités antinucléaires diverses qui présidait à la structuration du Réseau "Sortir du nucléaire", et qui, malgré les difficultés, donnait encore jusqu'à il y a peu à ce Réseau une apparence conjointe de radicalité et de représentativité. Les blessures sont profondes. Leurs conséquences humaines, financières et judiciaires s'annoncent longues, difficiles et usantes à gérer pour des bénévoles assaillis de toutes parts par de multiples autres priorités militantes, y compris dans le strict champ des luttes antinucléaires.

Dans ce contexte, loin d'être une évidence ou une fin en soi, une démarche de "refondation" et de restructuration organisationnelle, axée ou non sur la démocratie interne, participative ou pas, ne saurait être autre chose qu'un *outil éventuel* au service d'un *projet qui doit d'abord être très clairement redéfini*. Dès lors, afin que chaque groupe membre, chaque bénévole, puisse réévaluer, en toute connaissance de cause, l'opportunité de la poursuite de son engagement au sein du Réseau "Sortir du nucléaire", et, le cas échéant la nature et l'ampleur de cet engagement, les Amis de la Terre France estiment que *l'AG des 19-20 juin doit impérativement apporter, en préalable à la mise en route de tout chantier de transformation éventuel, des réponses claires et sans ambiguïté aux questions suivantes :*

1) *L'intégralité du texte de la Charte du Réseau Sortir du nucléaire – seule base tangible censée nous fédérer tous – est-elle encore d'actualité ?* En particulier :

– **Le RSDN veut-il toujours obtenir une décision immédiate de sortie du nucléaire** (ou attend-il pour cela les prochaines présidentielles, voire celles d'encore après) ?

– **Le RSDN réclame-t-il toujours explicitement "le recours, en phase transitoire, à des techniques de production énergétique les moins néfastes possible pour l'environnement (centrales au gaz, cogénération ...)"** ? ou bien le RSDN se borne-t-il maintenant à préconiser les économies d'énergie et le développement des renouvelables ?

2) A l'époque de la rédaction de la Charte fondatrice du RSDN, les scénarios de sortie du nucléaire les plus progressifs, de type Negawatt, aboutissaient à la fermeture de tous les réacteurs nucléaires français à l'horizon 2015 ou 2020. Désormais, la réactualisation des mêmes types de scénarios conduit à une hypothétique "sortie" vers 2035 ou 2040... au mieux. Présenter tous les types de scénarios et, partant, tous les délais de sortie comme équivalents pour le Réseau, pour peu que chacun affiche la volonté de sortir "un jour", n'a donc à l'évidence plus le même sens et les mêmes effets aujourd'hui qu'il y a 12 ans.

Par conséquent :

– **Quelle est la position du RSDN quant à la durée d'exploitation maximale qui serait tolérable pour les réacteurs nucléaires français ?** 30 ans ? 40 ans ? davantage ? refus de prendre position ?

Seul l'affichage d'orientations claires sur chacun de ces points, en permettant à chaque groupe de savoir ce qu'il reste raisonnablement possible d'attendre de la structure Réseau "Sortir du nucléaire", peut désormais :

– éviter l'exacerbation fratricide de rancœurs et de conflits de personnes ou d'intérêts qui seront autrement insolubles, et qui ne peuvent que nuire gravement à nos luttes à toutes et à tous ;

– servir de base sérieuse à une réflexion cohérente et fructueuse sur les modifications éventuelles à apporter à l'outil Réseau "Sortir du nucléaire".

En attendant, les Amis de la Terre France réaffirment leur adhésion au texte et à l'esprit des statuts actuels du RSDN et de sa Charte fondatrice, texte dont tous les groupes membres et adhérents sont en principe signataires, et qu'il ne nous paraît pas inutile de rappeler ci-dessous dans son intégralité :

Charte du Réseau "Sortir du nucléaire" (1997 pour l'essentiel des formulations)

Considérant :

- \* les risques croissants d'accidents majeurs dus au vieillissement des installations nucléaires,
- \* les dangers que l'accumulation des déchets radioactifs fait courir aux générations présentes et futures,
- \* les risques pour la santé, liés à la pollution radioactive due à toute installation nucléaire,
- \* que le nucléaire civil favorise directement ou indirectement la prolifération et l'usage de l'arme nucléaire,
- \* le coût prohibitif de la filière nucléaire (construction et démantèlement des installations, gestion des déchets radioactifs),
- \* les dangers que représente le lobby nucléaire pour la démocratie,
- \* que la France est le dernier pays en Europe à tout miser sur le nucléaire,

A cette période charnière où se pose le problème du renouvellement du parc nucléaire français, nous, citoyens, scientifiques, élus, associations, entreprises... voulons une décision immédiate de sortie du nucléaire.

Nous voulons :

- \* l'arrêt des projets d'enfouissement des déchets radioactifs,
- \* l'arrêt du retraitement du combustible usé à la Hague et de l'utilisation du plutonium à des fins énergétiques (combustible MOX),
- \* l'arrêt des exportations d'électricité et de toute technologie nucléaire,
- \* le non renouvellement du parc nucléaire,
- \* la fermeture des réacteurs en fonctionnement.
- \* l'abolition et l'élimination de toutes les armes nucléaires ou radioactives.

C'est possible avec :

- \* le développement des économies d'énergie,
- \* la mise en place d'une autre politique énergétique basée sur les énergies renouvelables (éolien, solaire, bois...) fortement créatrices d'emplois,
- \* le recours, en phase transitoire, à des techniques de production énergétique les moins néfastes possible pour l'environnement (centrales au gaz, cogénération ...).

Pour sortir du nucléaire, je m'engage, dès maintenant, en rejoignant les signataires de cette Charte du Réseau "Sortir du nucléaire".

### **Contribution des Alternatifs :**

La lutte contre le nucléaire, qu'il soit militaire ou supposé civil a toujours fait partie des fondamentaux du combat des Alternatifs. Depuis leur création en 1998, les Alternatifs sont donc adhérents du Réseau Sortir Du Nucléaire, et par conséquent signataires de la Charte fondatrice de ce Réseau.

Clé de voûte d'un système qui dépossède les citoyen-ne-s de leur capacité à l'autonomie, l'industrie nucléaire a depuis longtemps prouvé son incompatibilité structurelle avec de vrais choix démocratiques. Fondamentalement centralisatrice, cette industrie se drapait en permanence dans le secret d'Etat. Ses installations et productions ont toujours été imposées sans concertation réelle, au mépris des règles élémentaires de santé publique et de démocratie locale, qui auraient quant à elles amené à privilégier des sources d'énergie plus propres, plus diversifiées, plus décentralisées et plus renouvelables.

Les déchets radioactifs produits par l'industrie atomique restent un inextricable problème pour les générations actuelles, mais aussi et surtout pour les générations à venir. L'extraction des minerais nécessaires (uranium, thorium...) pour la fission nucléaire se déroule dans des conditions indignes et viole les principes élémentaires des droits humains.

Avec sa multiplication d'événements météorologiques extrêmes (sécheresses, tsunamis, tempêtes...), le changement climatique ne fait qu'aggraver les périls liés à l'exploitation des centrales nucléaires, ainsi qu'au stockage des déchets radioactifs et des matières fissiles. Leur sûreté est en effet directement menacée par les canicules comme par les inondations.

Les risques liés aux émissions de CO2 et autres gaz à effet de serre ne peuvent donc en aucun cas reléguer au second plan ceux des irradiations et contaminations radioactives, qui ne connaissent pas elles non plus de frontières. Bien au contraire, les risques climatiques ne font qu'accroître l'urgence d'une sortie du nucléaire.

L'industrie électronucléaire a toujours été indissociable de l'industrie nucléaire militaire (naguère les réacteurs "civils" fournissaient du plutonium pour les bombes, aujourd'hui l'uranium dit appauvri, sous-produit encombrant de l'enrichissement du combustible "civil", est fourni à bas prix aux militaires pour fabriquer de nouvelles armes de destruction massive et des blindages radioactifs).

Alors que la réduction du nombre d'armes nucléaires est officiellement à l'ordre du jour, la vente tous azimuts de centrales nucléaires à des fins prétendument pacifiques constitue le nouveau masque derrière lequel se dissimule la grave recrudescence de la prolifération de matières fissiles et radioactives stratégiques.

Aujourd'hui plus que jamais, proposer à de nouveaux pays, économiquement moins développés, des réacteurs électronucléaires relève de stratégies de domination néocoloniales : en créant une dépendance pour les approvisionnements technologiques et la formation des personnels, et en obligeant les Etats-clients à s'endetter lourdement auprès de banques occidentales, au profit de quelques multinationales mais au détriment des investissements qui seraient réellement bénéfiques aux populations.

Face à la volonté de relance aujourd'hui affichée par le lobby atomique ; au vu du vieillissement du parc nucléaire français et de la dégradation croissante de ses conditions matérielles, financières, sociales de maintenance ; instruits par l'expérience des fermetures de réacteurs sans cesse différées en Allemagne, en Belgique, en Espagne et dans les autres pays d'Europe où une sortie "progressive" du nucléaire avait été démocratiquement décidée, afficher haut et fort une volonté de sortie du nucléaire en France dans un délai maximal d'un ou deux quinquennats nous paraît désormais la seule option politique raisonnable et responsable.

Pour toutes ces raisons, les Alternatifs sont résolus à poursuivre et à intensifier leur engagement dans la lutte antinucléaire.

Cependant, la crise que traverse malheureusement le Réseau Sortir du nucléaire nous impose de repreciser aujourd'hui les conditions politiques auxquelles les Alternatifs peuvent envisager de continuer à être parties prenantes de cette fédération.

Ces conditions sont notamment :

- Une réaffirmation de l'attachement au texte de la Charte du Réseau Sortir du nucléaire comme fondement essentiel de notre fédération, sans négliger la nécessaire prise en compte du caractère historiquement daté de ce texte.
- Un positionnement clair sur les durées maximales d'exploitation tolérables, du point de vue du Réseau Sortir du nucléaire, pour les réacteurs nucléaires existants, et sur les délais acceptables de sortie du nucléaire qui peuvent s'en déduire.
- La réaffirmation/renforcement de la primauté des adhérents et militants bénévoles dans la définition des orientations et priorités stratégiques de la fédération qu'est le Réseau Sortir du nucléaire ; le refus de toute dérive vers une institutionnalisation/technocratisation qui amènerait à déléguer la "direction" de la lutte à des "experts" ou des professionnels rémunérés.

Par ailleurs, tout chantier de "refondation" éventuel du Réseau Sortir du nucléaire nous semble devoir impérativement aller dans le sens :

- d'une transversalité accrue des échanges et coopérations entre groupes signataires ou adhérents ;
- d'un rééquilibrage du budget entre la part affectée aux salaires et charges fixes et la part affectée aux actions ;
- d'une meilleure intégration des donateurs dans le fonctionnement démocratique du Réseau, en leur offrant notamment la possibilité de choisir l'affectation de leurs dons à des actions ou des thèmes précis ;
- d'un recadrage du rôle et de la place, des salarié-e-s d'une part (et notamment du DRH), des élus au CA d'autre part, ainsi que des éventuels porte-parole, au sein du Réseau Sortir du nucléaire, en vue de mieux garantir le caractère démocratique et la transparence des prises de décision et de leur application ;
- d'une clarification du rôle, des droits et des devoirs des différentes composantes du Réseau (signataires/adhérents ; mouvements politiques/associations ; fédérations nationales/branches locales ; groupes "généralistes"/organisations spécifiquement antinucléaires, etc.)
- d'une reprise en main par les militants bénévoles de la maîtrise des outils stratégiques de communication (revue, "boutique", communiqués et publications diverses, visuels, listes de discussion par mail...)



Par ailleurs, tout débat serein sur ces questions nous paraît nécessiter comme préalables :

- l'abandon de la plainte déposée suite à la diffusion large sur les listes d'une lettre cosignée par d'anciens administrateurs et administratrices ;
- la réintégration de plein droit du militant Stéphane Lhomme au sein du Réseau Sortir du nucléaire.

Les associations fédérées au sein du Réseau lui donnent sa force, son originalité. Elles sont responsables de sa vitalité et de sa pertinence, comme de ses potentiels conflits internes.

La lutte contre l'industrie nucléaire demande l'union de toutes les forces écologistes antinucléaires. Aussi, les conflits internes doivent-ils être désamorçés rapidement afin de nous concentrer sur notre intérêt commun : la sortie définitive et rapide de l'ère de l'électricité nucléaire.

Si jamais il s'avérait que la louable volonté d'ouverture large vers l'extérieur affichée par l'actuelle équipe dirigeante du Réseau Sortir du nucléaire doive dans la pratique s'opérer au détriment de ses fondamentaux et de la spécificité incluse dans son intitulé, les Alternatifs seraient contraints de réexaminer leur engagement au sein du Réseau Sortir du nucléaire, et d'envisager de soutenir, à côté ou à la place, des coordinations et regroupements antinucléaires aux modes de fonctionnement et orientations fidèles aux principes de la Charte fondatrice du Réseau sortir du nucléaire.

## **Contribution du Cun du Larzac :**

### **Préalables**

Ce qui vient de se produire dans le Réseau Sortir du Nucléaire est un véritable « **Tchernobyl** », à savoir une catastrophe due à des dysfonctionnements internes et qui met en jeu des représentations idéologiques contraires à l'élaboration d'un mouvement social d'envergure. C'est aussi une crise de croissance probablement due à l'inadéquation entre une structure de décision conçue pour un petit mouvement et une petite équipe, appliquée à un grand mouvement et une grande équipe.

Modifier cet état de fait demandera nécessairement, avant d'envisager des modifications, de faire l'inventaire des successions de dysfonctionnements qui ont provoqué cette divergence au sein du cœur du Réseau, le CA et les salariés. Sans quoi le risque est grand de reproduire, sous l'impulsion de quelques personnalités plus préoccupées d'action militante que de prise de recul pour faire le point, les mêmes erreurs que par le passé.

L'arrière plan des remarques qui suivent est celui-ci. En 1987, une structure essentielle de la résistance des Paysans du Larzac, les Groupements Fonciers Agricoles, a été déchirée par un conflit ancien et très profond qui s'est progressivement cristallisé entre deux « clans » animés chacun par une figure emblématique de la lutte contre l'extension du camp militaire. L'un des deux clans était prêt à aller en justice pour faire valoir sa vision des choses (dissoudre les GFA pour rembourser les parts investies par les militants) : derrière une question en apparence financière et idéologique, se cachaient de profondes rancœurs jamais digérées.

Sollicité pour prendre parti pour un des camps, j'ai refusé parce que je connaissais assez bien les tenants et aboutissant du conflit sans y avoir été directement mêlé. Et j'ai entamé un « jeune » pour inviter les deux camps à retrouver un chemin de « médiation ». Celui-ci consistait à demander à chaque camp de nommer 5 ou 6 représentants en qui ils avaient confiance (à l'exclusion de toute personne impliquée directement dans le conflit d'alors) afin de constituer une commission de médiation chargée de prendre toute décision nécessaire à une sortie de crise.

Comme chaque camp dénonçait un membre de l'équipe adverse (alors qu'un membre faisait l'unanimité dans les deux camps), il a fallu 7 jours pour que chaque camp entende raison et finisse par accepter, sans exclusive, tous les représentants de l'autre camp.

La commission s'est alors mise au travail, et est parvenue en quelques mois à élaborer des mesures qui satisfaisaient les deux camps. Parce que protégée des rivalités de personnes, cette commission a pu trouver un consensus qui faisait droit aux priorités de chaque camp : aux militants qui demandaient à récupérer leur argent en élaborant un plan de remboursement sur plusieurs années, à ceux qui voulaient conserver les GFA avec tous les militants qui étaient d'accords d'y laisser leurs fonds.

A l'inverse, lorsque le Cun du Larzac a connu une grave crise financière, les permanents, dont j'étais, ont refusé un « remède de cheval » proposé par une boutique de gestion compétente qui avait bien cerné nos dysfonctionnements

dans les prises de décision. Le Cun en est mort à peine 2 ans plus tard !

**C'est pourquoi je suis convaincu que le processus de refondation doit passer par un tiers, sous forme de commission, mais dont les modalités restent beaucoup trop floues.**

Comme il y a souvent un a priori très négatif contre toute forme de « neutralité » et une tendance très forte de l'esprit « partisan » dans les mouvements militants (qui de mon point de vue masque, derrière des discours très idéologiques, beaucoup de peurs), il est indispensable de donner à cette commission toutes les garanties de neutralité par rapport aux conflits vécus : c'est son autorité et son efficacité qui sont en jeu !

On lira ci-dessous, en italique, les remarques et propositions que je formule pour améliorer l'efficacité de cette commission.

### **Principe général d'organisation du processus de refondation**

Pour être menée à bien, la restructuration d'une association comme le Réseau ne doit pas être menée au pas de charge, mais doit au contraire se faire en ménageant un espace de réflexion, d'élaboration et d'évaluation concertées des propositions. C'est d'autant plus important que la période actuelle est marquée par de fortes tensions internes, ainsi que par des polémiques virulentes et infondées qu'alimentent quelques personnes y compris dans les médias, perturbant le travail des administrateurs et des salariés.

*Je propose de supprimer à partir de « C'est d'autant plus... jusqu'à ... et les salariés » car c'est polémique et cela stigmatise. Si vous voulez mettre en œuvre un processus consensuel, il faut vous abstenir de toute contre-polémique.*

Il est notamment important que la restructuration de fond ne découle pas seulement des propositions élaborées par le CA, car une concertation plus large sera enrichissante et nécessaire pour faire aboutir cette restructuration. De même, celle-ci ne doit pas découler de propositions à la fois rédigées et votées au cours du même week-end d'AG : il faut en effet éviter que le manque de temps pour l'analyse et la discussion, ou encore les tensions interpersonnelles, ne débouchent sur des décisions précipitées, pas forcément pertinentes, inapplicables ou comportant des conséquences importantes non anticipées ; pour éviter également que seuls les présents à l'AG puissent participer à l'élaboration des propositions.

Dans cette optique d'une restructuration abordée de front, sereinement et de façon approfondie, en y consacrant le temps réellement nécessaire, nous proposons la constitution d'une commission pluraliste à laquelle l'AG confierait le mandat suivant :

\* Élaborer des propositions précises et rédigées (se traduisant notamment **si nécessaire** par des propositions de modification des statuts ou du règlement intérieur) permettant de répondre aux enjeux et aux questions qui se posent pour la restructuration du Réseau, de façon approfondie et complète.

*Il me semble que vous oubliez là de mentionner d'abord les enjeux que veut porter le réseau. En se limitant aux « enjeux et questions qui se posent pour la restructuration du Réseau » (du moins dans cette formulation) vous faite de la restructuration du Réseau un enjeu trop centré sur lui-même et du coup sur les enjeux de pouvoir en son sein. Le type d'organisation doit découler du type d'enjeux. À vouloir seulement réformer l'organisation sans poser la question de ce qu'on veut faire par rapport au nucléaire et à une société sans nucléaire, on risque de reproduire les mêmes modes de fonctionnement qui sont à l'origine de la crise actuelle. Si le Réseau veut être porteur d'un projet pour sortir du nucléaire, il faudra qu'il se penche sur les modes de fonctionnement, les arrière-plans idéologiques, qui produisent du nucléaire et qui ont peut-être un rapport avec la crise actuelle. Ce que je dis là peut choquer, pour autant ça vaut le coup de vérifier s'il y a un rapport ou pas et éviter de l'écarter d'un simple revers de manche.*

\* Évaluer et utiliser les propositions qui seraient transmises par des personnes extérieures à la commission. Cela permettrait notamment que les groupes qui le souhaitent puissent organiser des réunions régionales de travail pour élaborer des propositions et les transmettre à la commission pour qu'elle s'en saisisse.

\* Rédiger un rapport préparatoire en vue de l'AG de février 2011. Ce document récapitulerait les chantiers et enjeux de la restructuration, les questions sur lesquelles la commission a travaillé, les propositions qu'elle a examinées (issues de ses membres ou de personnes extérieures), les avis et recommandations émis par la commission sur ces propositions, assorties d'explications claires sur les enjeux et conséquences de chacune de ces propositions.

L'Assemblée générale de février 2011 aurait à débattre des propositions de la commission et à les voter. En amont, au cours du processus, les participants à l'AG auront eu la possibilité de transmettre leurs propositions à la commission.

*Quand il s'agit de décisions portant sur des enjeux de cette taille, il faut aussi préciser les modalités de la prise de décision. S'il n'est pas clair dès le départ que les décisions de l'AG devront être adoptées à une très grande majorité, proche du consensus, alors chaque décision sera l'enjeu de rivalités stériles.*

Le mode de travail de la commission serait prioritairement la recherche du consensus *en son sein*, avec seulement un recours parcimonieux au vote (*c'est quoi un « recours parcimonieux » ? C'est trop flou*). Au cas où un avis minoritaire significatif (*à partir de quand ?*) s'exprimerait en son sein, la commission préserverait cette expression dans son rapport, afin que les participants à l'AG votent en ayant connaissance des principaux points de vue, et des avantages comme des inconvénients des différentes propositions.

*Donner un tel mandat à la commission, c'est ouvrir la boîte de Pandore à toutes les manœuvres : il faut au contraire donner un mandat très clair de faire des propositions fortes consensuelles avec éventuellement, à la marge, quelques options sur lesquelles pourraient se prononcer l'AG. Si vous prenez le temps de la recherche du consensus, celui-ci doit être élaboré par la commission et soumis à l'approbation de l'AG. Dans le cas contraire, une minorité très active pourra trop facilement détruire tout le travail de la commission, ce qui conduirait à la mort du Réseau.*

Conformément au vote de l'AG (motion « Pluralisme et refondation »), la composition de cette commission devrait « permettre et favoriser une concertation large, des réflexions approfondies, des échanges respectueux et sans tabous. » En outre, « les salariés du Réseau doivent y être pleinement associés, avec une légitimité reconnue de tous » et « ce processus sera d'autant plus fructueux qu'il saura s'enrichir d'apports extérieurs au Réseau sur des questions ou des compétences spécifiques. »

*Comment fonctionnera cette commission pour garantir « des échanges respectueux et sans tabous ». Si vous ne précisez pas dans quelle optique, dans quel esprit les membres de cette commission doivent travailler en semble, elle pourra très vite redevenir un champ de bataille. Sur l'association des « salariés » voir plus bas.*

## **Modalités d'organisation**

La commission disposerait d'un espace de travail collaboratif dans l'intranet du Réseau. Au fil des 8 mois qui sépareront l'AG de juin 2010 de celle de février 2011, la commission se réunirait physiquement 2 fois (ou 3 si possible) pour un week-end de travail (voir proposition de calendrier ci-dessous), afin de favoriser la concertation et la recherche du consensus par la discussion de visu. Dans les intervalles, les membres de la commission travailleraient en sous-groupes sur les différentes propositions, par réunions téléphoniques et/ou physiques et par courrier électronique.

*Là, si vous oubliez de définir une règle impérative de confidentialité, l'Intranet du Réseau pourra très vite devenir poreux, les courriers électroniques circuleront à l'extérieur etc et la commissions ne pourra plus travailler sereinement. Que les débats soient ouverts oui, mais il faut que la commission puisse travailler en dehors de toutes polémiques animées par l'extérieur.*

Pour que la composition de la commission lui permette d'être à la fois représentative et efficace, le nombre de ses membres serait d'environ 15 personnes.

*Être représentative de quoi ? Si vous oubliez trop vite ce qui vient de se passer, c'est ce qui va se reproduire. Si la commission est représentative des différentes « tendances » qui s'affrontent, ses travaux seront très vite neutralisés par les conflits de tendances qui masquent trop souvent des conflits d'ego. Pour que cette commission*

*puisse fonctionner, il faut que tous ses membres désirent travailler tous ensemble, donc il faudra de la régulation en interne pour que ça fonctionne. Et il faudra surtout que soient exclus de cette commissions les personnes qui à un titre ou un autre ont été impliquées dans le dernier conflit. Car le-s représentant-s de telle « tendance » provoqueront par leur seule présence la volonté d'en découdre avec / pour ceux de telle autre tendance. Il est impératif que les membres de la commission, s'ils sont « élus », le soient avec un taux de représentativité très fort, (80 % des voix) c'est à dire qu'ils inspirent confiance à toutes les tendances pour être en capacité de travailler ensemble.*

Moyennant quoi, nous proposons que cette commission soit composée de :

\* 12 représentants de groupes membres du Réseau, à jour de leur cotisation 2010, élus par l'AG des 19-20 juin. Ce nombre peut être inférieur s'il n'y a pas assez de candidats.

*Si vous faites appel à des candidatures, alors vous allez faire de la commission un organe comme un parti politique ! Une première règle pourrait être qu'il n'y a pas de candidature individuelle mais des propositions de personnes choisies pour leurs compétences. Une deuxième, c'est que ne soient désignées que les personnes qui recueillent un fort consensus et qui se sont au préalable engagées sur l'honneur à tout faire pour que la commission travaille dans un esprit de coopération et de consensus.*

Parmi ces 12 représentants, il faudra que se trouvent à la fois :

- des personnes exerçant ou ayant exercé un mandat d'administrateur du Réseau : il semble indispensable en effet qu'un nombre suffisant de membres de la commission puissent apporter, dans les travaux de la commission, leur expérience, leur connaissance et leur vécu du fonctionnement du Réseau

*Non, ces personnes pourront être consultées, auditionnées par la commission mais par leur simple présence elles réintroduiront dans la commission les conflits qui ont été destructeurs avant. De par leur implication dans le conflit et ses suites, elles porteront qu'elles le veuillent ou non, une forme d'illégitimité pour une partie des membres du Réseau en désaccord avec la marche suivie. Il suffirait de décider que toute personne qui le désire pourra être entendue par la commission et que la commission pourra auditionner toute personne qu'elle veut entendre.*

- des personnes n'ayant jamais exercé de mandat d'administrateur du Réseau : de la même façon, il semble indispensable que certains membres de la commission aient un regard assez neuf, extérieur, sur le fonctionnement interne du Réseau.

*Oui, à condition que ces personnes puissent apporter quelque chose de spécifique, une compétence, une capacité d'écoute, de négociation, d'apport de réflexions etc. Le simple fait d'avoir un regard neuf ne suffit pas pour avoir un regard critique et lucide !*

Il faudra que les personnes élues dans la commission soient issues de groupes adhérents représentant la diversité du Réseau (groupes spécifiquement anti-nucléaires, groupes plus "généralistes", etc.)

*Comment allez-vous procéder ? Avez-vous des collègues différents ? Qui va avoir l'autorité pour dire « dans ces candidats il y a un-e-tel-le qui ne correspond pas aux critères ? ». Si l'AG est traversée par des enjeux de tendance, tous ces critères voleront en éclat ! Il vous faut donc d'avance définir des proportions.*

\* 3 salariés mandatés par leurs pairs. Ces salariés devront avoir une part adéquate de leur temps de travail explicitement dégagée pour travailler au sein de la commission.

*Idem qu'à propos des administrateurs : les salariés, de part leur intervention sous forme de grève, sur la légitimité de laquelle je n'ai pas à me prononcer, sont catalogués comme représentants d'une tendance du Réseau. Il faut là aussi donner à la Commission le pouvoir de les consulter, mais surtout pas les impliquer directement dans la construction du consensus. Imaginons un instant que la réflexion de la Commission conclurait qu'il faut en licencier quelques uns ou en déplacer. Comment les représentants du collège des salariés pourront intervenir sans prendre de fait la défense de leurs collègues ! En outre à ce jour il y a des salariés dedans et un salarié dehors qui conteste sa mise à l'écart. Comment faire accepter que les uns y soient et pas l'autre ?*

\* de 1 à 3 personnes ressources cooptées par les autres membres de la commission. Ces personnes seront à identifier en fonction des besoins. Elles devront bien sûr être à la fois sensibles à l'action et aux objectifs du Réseau, et avoir des compétences professionnelles claires, utiles au travail de la commission.

*Faire appel à des professionnels pour un certain nombre de tâches me semble indispensable. Peut-être faudrait-il mentionner des critères de sélection de ces professionnels. Car, de fait, soit la commission choisira des personnes ayant peu de compétences pour être tranquille, soit elle sera tiraillée en son sein sur les personnes à retenir comme étant plus ou moins perçues comme « fiables » ou pas. Par ce choix, partisan la commission peut renverser un certain travail de consensus obtenu lors de l'AG. Il me semble qu'il devrait y avoir au moins 3 compétences représentées :*

- en animation de groupe et construction de consensus,
- en programmation et relance du travail des sous-groupes pour rester dans les temps,
- en réflexion et organisation de réseau avec tout ce que cela suppose de connaissance sur le fonctionnement des groupes.

*Et s'il est fait appel à des professionnels, il faut allouer un budget pour ce travail !*

*Comment se fait-il qu'à aucun moment ne soit évoqué le coût du travail de cette commission : s'il y a 2 ou 3 réunions physique qui prendra en charge les frais de transport, d'hébergement ?*

*Ce que cela implique involontairement, c'est que seuls seront vraiment actifs ceux qui peuvent se rendre disponibles parce que c'est leurs choix militants, parce qu'ils ont des moyens etc. Et on risque alors de retrouver les mêmes acteurs à l'œuvre !*

Calendrier prévisionnel : RAS

Hervé Ott

### **Contribution de Sortir du nucléaire 32 :**

Chers collègues,

SDN 32 ne pourra pas déléguer un représentant à l'AG des 19-20 juin 2010. Nous tenons, toutefois, impérativement, à vous communiquer les propositions suivantes destinées à alimenter les orientations à décider lors de cette AG :

- Annulation du licenciement de Stéphane Lhomme et retrait de la plainte contre lui et contre X
  - Le porte-parole sera désormais issu du CA et mandaté par ses collègues. Il est bien précisé que le porte-parole ne doit pas être salarié.
  - Tous les salariés sont des exécutants placés sous l'autorité du CA
  - Il faut une réécriture de la Charte du Réseau dans le sens d'une sortie la plus rapide possible du nucléaire
- Henry Chevallier

### **Contribution du groupe Sortir du Nucléaire Lot :**

**Le problème interne au réseau *Sortir du Nucléaire*** soulève une grande inquiétude au sein du groupe *Sortir du Nucléaire Lot*, et chacun ressent douloureusement les conflits internes et les choix politiques pris par la direction du réseau qui ont abouti en particulier au licenciement d'un de ses porte parole historique, Stéphane Lhomme, et à une plainte contre ce dernier et les anciens administrateurs débarqués lors de l'AG de février dernier.

Cette inquiétude est renforcée par la prophétie d'Anne Lauvergeon, pdg d'Aréva, qui déclarait le 9 décembre dernier à l'Assemblée Nationale : « *Dans les années soixante-dix, le mouvement écolo s'est développé à partir de sa lutte antinucléaire, mais je pense qu'une scission interviendra sous peu entre les écolos "canal historique", qui resteront antinucléaires jusqu'à la fin des temps, et les écolos modernes qui vont finir par reconnaître que le nucléaire fait partie des solutions* ».

Nous ne pouvons que constater le nombre de témoignages sur les dysfonctionnements du réseau et partager leurs analyses. Le réseau *Sortir du Nucléaire* est dans une crise grave mais cette crise, si nous connaissons un peu

l'histoire du mouvement antinucléaire en France, n'est ni nouvelle ni originale même si elle est désolante (voir l'ouvrage *Histoire des luttes anti nucléaires en France - 1958/2008*, Henri Chevallier, 2008\* qui explique l'histoire du mouvement antinucléaire et de ses relations avec les partis de gauche).

Face à cette crise, il nous semble que la seule solution est d'engager une réflexion de fond, et que, pour ce faire, un congrès extraordinaire, que l'on peut appeler de refondation si on veut, soit décidé pour la fin de l'année (ou le début de l'année prochaine) pour débattre : 1) du fonctionnement du réseau, et 2) de notre position vis à vis de ceux qui nous proposeraient de mettre en veilleuse l'antinucléaire pour d'autres avancées 'écologistes'.

\* à commander à SDN 32, "La Bertrande", 32400 Fustérouau / 8 euros l'ex, port inclus / chèques à l'ordre de Ende Doman. Cet ouvrage a été publié en 2009 par le journal *À Contre Courant* : <http://leliencommun.org/sdnlot/histoireluttessantinuke.pdf>

## 1) Le fonctionnement du réseau

Il nous faut être anti-nucléaire sur le fond et sur la forme. Si les partis de gauche ont toujours été pro-nucléaires, c'est qu'ils n'ont jamais engagé de réflexion sur le 'dogme du progrès'. Le terme 'progressiste' est traditionnellement associé à la gauche, mais la droite se définit aussi comme progressiste ce qui rend très difficile une identité claire des combats à mener.

Derrière l'opposition classique gauche/droite, se profile une autre opposition, plus radicale entre gauche nucléaire et gauche anti-nucléaire, entre gauche progressiste et gauche écologiste. OUI, il nous faut le réaffirmer : une gauche écologiste ne partage pas le 'mythe du progrès' et considère que l'organisation politique qui a conduit l'humanité à l'âge nucléaire - et que l'on qualifie, depuis les Grecs de démocratie, c'est-à-dire de 'pouvoir du peuple' - est à réformer comme est à réformer l'idéologie progressiste.

« *Si nous sommes opposés*, écrit Günther Anders en 1986 après Tchernobyl, *au mode de production du courant électrique à l'aide de l'énergie nucléaire, ce n'est pas seulement parce que les produits sont dangereux et mortels mais parce que leur mode de production est lui-même dangereux et mortel...* » et il ajoute « *Quand au reproche selon lequel nous ne serions pas progressistes, j'affirme (moi qui ai toujours, à juste titre, été classé parmi les radicaux) qu'on peut désormais jeter le terme de "progressiste" dans le tas des petits mots déjà gâtés du siècle passé* » (Günther Anders, *La menace nucléaire. Considérations radicales sur l'âge atomique*, p. 319-320)

Nous devons certes réformer le fonctionnement du réseau pour éviter que se répète le cycle décrit dans l'ouvrage d'Henri Chevallier, mais nous devons le réformer radicalement en remettant en cause aussi le dogme démocratique qui a conduit la société à l'impasse actuelle.

Si la démocratie est un mauvais système, c'est parce qu'il est progressiste et qu'il renforce le pouvoir. Pouvoir du Peuple certes, mais le peuple est une entité beaucoup trop floue pour ne pas lui faire endosser, au nom de la représentation et de la délégation des pouvoirs, toutes les dérives. En Grèce, le peuple représentait 10 % de la population, c'est-à-dire Les citoyens grecs ; jusqu'en 46 en France, le peuple c'était les hommes, et pas les femmes qui n'avaient pas le droit de vote ; aujourd'hui le peuple c'est le pouvoir des multinationales et des banques qui financent l'industrie nucléaire et que les partis de gauche ne remettent pas en cause.

Il nous faut donc engager cette réflexion même si elle est longue et difficile et même si nous rencontrerons certainement des contradictions qu'il nous faudra résoudre. Nous pouvons pour cela nous appuyer sur l'histoire du mouvement ouvrier et notamment l'histoire de l'anarchisme qui, pendant tout le 19<sup>e</sup> siècle a dialogué avec les autres courants. L'anarchie, nous pouvons en donner une définition simple c'est : l'organisation mais pas la hiérarchie.

À partir de cette définition, la réflexion peut s'engager. Il faut éviter, notamment, qu'un petit groupe de personnes, salariés et/ou permanents puisse décider au nom de tous et donc, sans renoncer à une certaine centralisation des décisions, renforcer le pouvoir des groupes locaux et leur capacité de remettre en cause à tout moment des orientations qu'ils ne jugeraient pas conformes à leurs convictions.

Nous pouvons dans notre réflexion nous appuyer sur d'autres formes d'organisation, et notamment celles des peuples traditionnels qui, avec des formes différentes suivant les cultures, mettent en place des mécanismes d'équilibre des pouvoirs, compensent tout pouvoir excessif par un contre-pouvoir et, plus généralement limitent

tout pouvoir central. En Afrique, on appelle cela : ‘manger le pouvoir du chef’ - quand un chef devient trop influent, on le ‘mange’. Aux îles Samoa, lorsqu’une loi est votée par la chambre des députés, pour qu’elle puisse s’appliquer à une communauté locale, il faut que celle-ci la vote à son tour. Voilà deux exemples, parmi d’autres, mais qui montrent que de tous temps, les hommes ont réfléchi à cette question du pouvoir et de sa limitation.

## 2) Le nucléaire et l’écologie

Que penser de la décision prise par la direction du réseau de co-signer « *l’Ultimatum climatique* », avec de grosses ONG à l’occasion du Sommet de Copenhague, pour demander à Nicolas Sarkozy d’être le fer de lance de la lutte contre le changement climatique. Comment le réseau peut-il signer cet appel qui met le principal VRP du nucléaire à la tête du projet écologique, validant l’option du nucléaire propre, en contradiction avec son but même ?

Cette décision a été fermement dénoncée par Stéphane Lhomme. La prise de position du porte-parole du réseau est-elle la cause réelle de son licenciement, exigé par son directeur administratif ?

Que pensent les groupes de voir le réseau *Sortir du nucléaire* qui les représente être co-signataire de *l’Ultimatum climatique* ? L’AG du réseau a démocratiquement tranché en février en validant (par 56 % de voix favorables, 19 % de voix contre, 6 % de refus de votes et 18 % d’abstention) la motion de *Tchernobyl* « *concernant le climat, le réseau ne signera aucun texte qui ne condamne pas explicitement le recours au nucléaire* » - qui confirme la position de 2009 « *ni nucléaire ni effet de serre* ».

Malgré cette décision de l’AG souveraine, la signature du réseau est toujours accolée à *l’Ultimatum climatique* – sous prétexte que cette décision ne saurait être rétroactive... Il est donc des choix de la direction du réseau et de son nouveau CA qui ne se discuteront pas.

Il faut donner tort à Nicolas Sarkozy et à Anne Lauvergeon, en prenant garde que le réseau n’opère la scission que le lobby nous promet. L’AG qui se prépare en juin doit élire le nouveau CA du réseau, et, propose sa direction, poser les bases de sa ‘refondation’. Il appartiendra à tous d’y participer. Nul doute que le problème ne se résoudra que si les groupes qui le constituent amènent leur contribution dans un espace de débat et de construction positive.

Encore faudra-t-il que les décisions prises par cette AG soient respectées.

Le retrait de la signature du réseau à *l’Ultimatum Climatique* en serait le meilleur gage.

### **Le groupe *Sortir du Nucléaire Lot* :**

- dénonce les décisions de licenciement de Stéphane Lhomme et de plainte contre ce dernier et “contre X” prises par la direction du réseau et son actuel CA, et soutenue par ses salariés.

- s’interroge sur le fonctionnement du réseau et le développement de sa culture d’entreprise, et en particulier sur le fait que le directeur administratif puisse se prévaloir du titre de “directeur” et imposer par son autorité hiérarchique sa politique, renforçant le côté pyramidal du réseau, et demande à ce que cette fonction soit provisoire et puisse être remise en question.

- considère que les processus de prises de décision du réseau au vu de son fonctionnement pyramidal actuel mettent en péril son existence.

- affirme la nécessité de bâtir la refondation du réseau sur les avis des groupes adhérents afin que les liaisons horizontales puissent s’y déployer, et que s’y cultive la collégialité des choix dans le respect de la pluralité.

- affirme la nécessité de transparence du réseau dans son fonctionnement comme pendant à l’opacité du nucléaire, et à cet effet demande : 1) que soit mis en place un nouveau fonctionnement pour que les positionnements du réseau émanent au maximum de la base et à cette fin, que les questions fondamentales soient au maximum posées aux groupes, au delà des AG, afin d’être débattues et conditionnées à l’acceptation du plus grand nombre 2) que les débats et les décisions du CA soient argumentées et transparentes, et communiquées aux groupes via le système Intranet 3) que le fonctionnement et les prérogatives du CA et du personnel salarié soient redéfinis,

et en particulier de veiller à ce qu'il n'y ait pas d'ingérence de la part des salariés du réseau dans les décisions du CA.

- se positionne pour le retrait argumenté de la signature du réseau à l'*Ultimatum climatique*.
- appelle à la tenue d'un congrès de refondation dans un délai raisonnable et propose que le nouveau CA soit mandaté pour préparer, avec les groupes adhérents au réseau, ce congrès dans le respect le plus large des positions et des orientations de chacun.

**Bien au-delà des questions de personnes, ce sont des questions de fond qui sont posées et nous ne les résoudrons que par un débat de fond.**

Le groupe *Sortir du Nucléaire Lot*, le 31 mai 2010

### **Contribution de Sortir du nucléaire 49 et Sortir du nucléaire 37 :**

Bonjour,

Le CA de SDN49 s'est réuni hier soir et a statué sur les documents préparatoires à l'AGE du réseau. Il m'a mandaté pour rechercher quelques appuis et conseils et vous envoyer une motion à proposer à l'AGE. Pour l'instant cette motion a l'appui de SDN 37, de Sophie Morel (membre du CA provisoire) et de Monique Guittenit. Conscient qu'il est peut-être un peu tard, je vous l'envoie sans attendre toutes les réponses .

Voici les attendus:

Lors de l'AG de février, la motion 2 /("Concernant le CLIMAT", le réseau Sortir du nucléaire ne signera aucun texte qui ne condamne pas explicitement le recours au Nucléaire")/ a été votée à une courte majorité de 56%.

Les documents préparatoires à l'AGE nous laissent craindre que, parmi les candidats administrateurs, ne se trouveront pas des personnes trop tièdes sur cette question.

Pour lever toute ambiguïté, nous pensons qu'il faut demander aux candidats d'affirmer clairement leur position sur ce sujet. Voici le texte de la motion:

"Tout candidat au C.A. du réseau doit réaffirmer que l'énergie électro-nucléaire n'est en aucun cas une solution au dérèglement climatique."

Nous nous excusons pour cette contribution tardive.

Merci, et à bientôt!

Jean Marie FRONTINI

### **Contribution de Chiche! (jeunes, écolos alternatifs, solidaires) et du réseau « Pastèque » :**

#### ***Préambule (texte élaboré lors d'une rencontre en avril 2010)***

*La lutte anti-nucléaire est surtout née de luttes locales contre l'implantation de centrales nucléaires. Une coordination de ces luttes passées et des luttes actuelles, en complément d'un travail plus global de dénonciation du lobby nucléaire, semble nécessaire. La difficulté de se coordonner collectivement vient surtout de la diversité d'organisation des groupes et la diversité de point de vue sur les revendications et les positionnements. Désormais, il y a aussi beaucoup de groupes et d'associations qui ne travaillent pas que sur le nucléaire et pour lesquels la lutte contre le nucléaire s'inscrit dans un travail politique de transformation sociale et environnementale.*

*De ce constat, une coordination minimale consiste dans un travail de partage d'info, de "facilitation" et d'animation de groupe de travail interrégionaux et de collectifs régionaux. Pour un travail plus précis d'expertise, de mobilisation nationale, cela semble nécessiter des moyens (financiers et humains) conséquents (comme actuellement) mais qui impliquent une démocratie interne exigeante et qui prenne en compte cette diversité des groupes.*

*Ainsi, au sein du Réseau Pastèque, nous portons aussi des valeurs de critique globale du système et notre*



*engagement anti-nucléaire ne nous fait pas oublier que nous luttons aussi contre les causes des changements climatiques, contre le productivisme, contre toutes les formes de domination et d'oppression. Ainsi, nous sentirions mal à l'aise dans un réseau qui passerait à côté du débat nécessaire à avoir sur le système technicien qui a permis au nucléaire de voir le jour. Une critique de la démocratie telle qu'elle est organisée actuellement nous semble aussi importante que le nucléaire en lui-même.*

*En clair, nous ne voulons pas d'un réseau Sortir du Nucléaire qui nie les enjeux du réchauffement climatique, qui aurait un discours trop angélique sur les énergies renouvelables qui n'aurait comme unique levier d'action le lobbying pour faire changer « de l'intérieur » les institutions politiques.*

*Enfin, nous estimons que la façon de s'organiser importe autant que le fond politique défendu par un Réseau sortir du nucléaire. Ainsi, le réseau ne doit pas servir à la carrière de personnes. L'organisation devrait être la plus horizontale possible. Les débats et décisions doivent être transparents. La créativité, aussi bien dans les façons de s'organiser, que dans les actions portées, doit être favorisée.*

**Le réseau « Sortir du nucléaire » vit actuellement un conflit social et un conflit politique.** Ces deux conflits interagissent entre eux, s'auto-alimentent ; et la situation actuelle trouve certainement sa source dans l'évolution générale du réseau, qui doit clarifier son positionnement et son fonctionnement. Néanmoins, le conflit interne suit aussi ses propres logiques, et ne recouvre en aucun cas une opposition entre les « plus radicaux » et les « moins radicaux », pour plusieurs raisons : d'abord parce que nous pourrions débattre longtemps sur ce qu'est la « radicalité », et nous considérons que celles et ceux qui se targuent d'être « les plus radicaux » ne l'ont été ni dans leurs pratiques, ni dans leurs positionnements ; ensuite, et surtout, parce qu'une situation de *violence au travail* se doit d'être comprise en tant que telle, quelle que soient les opinions de chacun-e, et s'opposer à ce que certain-e-s sapent le travail et le moral d'autres ne signifie pas que l'on soit pour ou contre la signature de tel ou tel texte.

Nous pensons que le conflit doit s'apaiser par différentes mesures. A court terme, il est nécessaire de permettre un dialogue entre les différentes parties, notamment par la présence, au sein du futur CA, de toutes les sensibilités, dès lors qu'elles sont prêtes à accepter le pluralisme. Ce CA pourra prendre des décisions d'apaisement, acceptables par tou-te-s. Ensuite, il est nécessaire de repenser le fonctionnement du réseau. Le réseau « Sortir du Nucléaire » a grandi et évolué rapidement. Il a voulu s'élargir, devenir une grande fédération et représenter l'ensemble du mouvement antinucléaire en France. Dans ce cadre là, il est impossible de conserver une radicalité et une unité -d'abord parce que les 900 associations adhérentes n'ont pas toutes les mêmes positionnements. La répartition des rôles, les missions du réseau, ses positions et moyens d'action doivent être discutés, mis à jour, redéfinis ; sans une telle clarification, le conflit actuel ne pourra être résorbé, et d'autres apparaîtront. Voici la vision que nous en avons.

### **Fonctionnement interne, prise de décision et répartition des rôles**

Une commission rassemblant l'ensemble du CA et des salarié-e-s doit rapidement commencer ce travail de clarification, afin de réaffirmer en clarifiant les pratiques actuelles, ou de changer. Quel rôle pour chacun des postes salariés ? Quel rôle pour les administrateurs ? Quelles relations CA / salarié-e-s ? Comment améliorer la démocratie interne ? Les salarié-e-s souhaitent-ils aller vers l'autogestion ? Si oui, comment ? ; Le rôle de porte-parole doit revenir exclusivement aux administrateurs, et non à un-e salarié-e, afin de limiter la personnalisation du réseau et son incarnation par une seule personne. Si le porte-parolat est délégué à un-e salarié-e, cela devra se faire dans le cadre d'un mandat impératif limité dans la mission et le temps ; Un-e administrateur-e ne pourra avoir plus de 2 mandats successifs ; Mise en place d'une commission mixte CA / salarié-e-s visant à effectuer un travail de veille et d'alerte sur les dominations au travail (des simples positions de pouvoir à d'éventuelles situations de discrimination, d'exclusion et de souffrance au travail). La commission devra présenter chaque année un rapport à l'AG.

### **Réaffirmation des principes fédérateurs**

- La charte fondatrice doit être réaffirmée et mieux mise en avant. S'il le faut, la soumettre à un nouveau vote en AG ;
- Respect du pluralisme. Le réseau, en temps que fédération, n'a pas à se positionner sur toutes les questions, ni porter la voix de tous les antinucléaires en France. Il doit assumer et mettre en avant sa diversité. Sans quoi il devra soit dépolitiser son discours, afin de ne déplaire à personne ; soit hiérarchiser son fonctionnement pour imposer un discours à tous ses adhérents ; soit les deux. Le respect de sa pluralité d'opinions est la seule manière de préserver sa radicalité, et ce qui doit s'observer dans ses missions et

moyens d'action qui en découlent.

### **Redéfinition des missions et moyens d'action**

Pour respecter son pluralisme, le réseau doit refuser toute logique de centralisation : il doit être animé par la base et non l'inverse. Il doit resserrer sa mission, en se limitant à être un soutien pour tous ses groupes adhérents, en étant :

- une source et relai d'informations ;
- un soutien logistique, financier, juridique ;
- un porte-voix pour donner du poids aux groupes locaux.

Si nous refusons le centralisme du pouvoir et de la société industrielle et capitaliste, ainsi que la propagande médiatique du nucléaire, alors le réseau ne doit pas utiliser ces mêmes armes. Ce ne sont pas les interpellations d'élu-e-s ou les apparitions-éclair dans des médias soumis aux pouvoirs que nous ferons avancer la lutte antinucléaire.

Pour être utiles aux groupes et militant-e-s antinucléaires, le réseau devra :

- continuer son travail de veille législative et d'informations ;
- participer aux grands sommets et négociations (inter)nationales pour en sortir des informations, et non pas en imaginant que le lobbying puisse faire changer d'avis les techniciens et les élu-e-s
- relayer auprès des adhérents des initiatives locales, alternatives, débats, contradictions, etc., par le biais d'une publication régulière, de films ou de tout autre support ;
- faire vivre l'histoire antinucléaire par des récits, des points de vue...

Adhérente historique de « Sortir du nucléaire », l'association Chiche! -jeunes, écolos, alternatifs, solidaires-réaffirme son attachement au Réseau et à ses principes fondateurs ; pour autant, elle ne se reconnaîtrait plus dans une fédération qui se centraliserait et dépolitiserait son discours, perdrait son utilité pour les groupes adhérents, n'observerait pas un fonctionnement démocratique, pluraliste et respectueux des droits de ses salarié-e-s. Dans le cas d'une évolution prenant malgré tout cette direction, Chiche! continuerait sa lutte contre le nucléaire et son monde, avec d'autres.

### **Contribution du NPA :**

La période actuelle est marquée par une relance des projets nucléaires, en particulier à travers le développement et la vente de réacteurs EPR. S'il s'agit là d'une tendance mondiale, la France est particulièrement concernée, alors que son parc de centrales hérité du premier plan électro-nucléaire arrive bientôt à son terme. Cette relance du nucléaire passe également par des projets comme ITER ou des nouvelles formes de « coopération impérialiste », comme l'illustre le maintien de la présence d'AREVA au Niger.

Ce contexte est également celui de la privatisation des entreprises et de la libéralisation du marché de l'énergie. Il ne s'agit pas là d'une opportunité donnée à chacun de choisir son type d'énergie, mais bien plutôt un accroissement des dangers du nucléaire qu'une gestion à bas coûts et avec des conditions de travail dégradées provoque. La crise climatique est un élément majeur du contexte écologique planétaire. Notre approche de la lutte antinucléaire ne peut que s'insérer dans notre analyse de la crise climatique. Il s'agit systématiquement pour nous de dénoncer et de remettre en cause un système énergétique basé sur le gaspillage, les inégalités et le productivisme, ce système énergétique sur lequel s'appuie le système de production capitaliste. Les alternatives au nucléaire font appel aux mêmes principes que nos réponses aux dérèglements climatiques. Ces éléments nécessitent l'existence d'organisations sociales et écologistes, militantes, qui fassent un travail de terrain, de conviction, et qui soient à même d'impulser des luttes et des mouvements collectifs. Le réseau Sortir du Nucléaire a, depuis ses origines, été de ceux-là, nous estimons indispensable qu'il le demeure.

Notre modèle militant ne peut être celui de la plupart des ONG environnementalistes qui délèguent à quelques experts et porte-parole autodésignés le soin de porter les revendications écologistes. Au contraire, le réseau s'est toujours appuyé sur une volonté militante, basée sur ses différentes composantes, lui permettant d'organiser des manifestations massives. Cependant, le réseau Sortir du Nucléaire est en crise. Depuis plusieurs mois, de graves tensions se sont formées autour de la personne de Stéphane Lhomme, ex porte-parole du réseau. Après des propositions de sanctions de la part du directeur (Philippe Brousse), refusées par le CA de l'époque, puis une grève de nombreux salariés du réseau dénonçant les méthodes de travail de S. Lhomme, l'AG de février dernier a décidé de révoquer l'ensemble du CA afin de débloquer la situation, ce qui n'était pas prévu dans les statuts du réseau. De

fait, une nouvelle équipe d'administrateurs a été élue de manière provisoire, jusqu'à l'AG exceptionnelle de juin. Un nouveau CA dont le but était d'atténuer les tensions et sortir du blocage dans lequel se trouvait le réseau. Or, ce CA provisoire a licencié Stéphane Lhomme pour fautes graves, et a porté plainte à son encontre notamment, pour faux et usage de faux.

Nous estimons que les éléments qui sont portés à notre connaissance actuellement ne nous convainquent pas de la nécessité du licenciement de S. Lhomme, encore moins de la plainte portée contre lui, ces deux décisions n'ayant de plus fait qu'alimenter la crise et la perte de confiance au sein du réseau. Le NPA regrette ces décisions, estimant que le CA provisoire a outrepassé les responsabilités qui lui étaient attribuées par l'Assemblée Générale. Nous sommes en particulier inquiets de voir se régler par la justice de tels problèmes, ce qui nous semble sortir du cadre des relations qui doivent régner entre militants d'une même organisation, au-delà de la profondeur de leurs désaccords.

Par ailleurs, la violence interne, soit exprimée oralement ou à l'écrit, soit manifestée par des actes, montre la difficulté de sortir de cette crise. Cela ne sera possible que si on sort des problèmes de personnes, qui la plupart du temps cachent des problèmes politiques, qu'il s'agisse de l'orientation ou du fonctionnement du réseau, deux questionnements qui finalement se rejoignent et définissent l'identité politique que l'on construira avec le réseau. A l'heure actuelle, les éléments en notre possession ne nous permettent pas de voir derrière le licenciement de S. Lhomme une façon de régler abruptement un désaccord stratégique sur le rôle et la place du réseau. Cela dit, pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïtés sur ce point, le réseau doit (ré)affirmer certains principes : d'une part sur l'horizon qu'il fixe à la sortie du nucléaire ; cela n'a pas le même sens d'envisager une sortie à 30 ou 40 ans, qu'une sortie en 10 ans, surtout en période de relance du parc nucléaire. D'autre part sur ses stratégies d'action ; d'un point de vue de l'efficacité, mais également, et peut-être avant tout, de leurs portées démocratiques, nos actions doivent s'orienter vers l'information et la mobilisation du plus grand nombre, le travail de conviction, la réfutation pied à pied des arguments du lobby nucléaire, afin de rendre les questions énergétiques aux citoyens et de considérer l'énergie comme un bien commun qui ne peut être confisqué pour les intérêts de quelques-uns.

Pour que le réseau reparte sur des bases sereines, nous estimons nécessaires :

- l'abandon de la plainte
- la réintégration de S. Lhomme au sein du Réseau s'il le désire ;
- de réaliser un audit des finances du Réseau et de l'usage précis de ses finances
- la poursuite du débat au sein du réseau, en ne mettant de côté aucun de ses membres, de manière à redéfinir clairement, lors de l'AG de juin, le mode d'organisation ainsi que l'orientation du réseau.

Nous proposons donc que soient explorées les pistes suivantes, afin de faire de ce réseau une organisation réellement démocratique :

\* limiter dans le temps le mandat du ou des porte-parole, ainsi que, éventuellement, des salariés ayant un rôle politique à jouer, afin de réduire les possibilités d'accaparement par quelques uns de l'image du réseau.

\* repenser le mode de fonctionnement de l'équipe salariale, sans directeur, afin d'éviter la prise de pouvoir trop importante par une seule personne. L'existence même de fonction de DRH de la part d'un directeur qui cumule des fonctions politiques, de gestion et d'éventuelle sanction, nous semble préjudiciable au fonctionnement collectif le plus large possible. Par ailleurs la structure actuelle est hiérarchisée de telle sorte qu'elle est également un facteur potentiel de tensions et de conflits.

\* revoir les statuts du réseau pour faire en sorte que toutes ses composantes aient leur mot à dire sur ses activités. Cela signifie qu'il faut repenser la place des organisations adhérentes au Réseau, afin qu'elles soient réellement partie prenante des orientations et leur mise en oeuvre.

\* la possibilité d'échanges transversaux internes au réseau entre ses différentes composantes

\* redéfinir le rôle des AG annuelles qui ne peuvent être de simples chambres d'enregistrement, mais doivent pouvoir donner lieu à de véritables débats d'orientation, transparents, et qui puissent nécessairement être tranchés en cas de nécessité.

Nous resterons bien entendu vigilants à ce que le réseau ne perde en aucun cas sa radicalité et son indépendance, et porterons toujours en son sein la revendication d'une sortie rapide du nucléaire. Nous étudierons après l'AG de juin la poursuite de notre investissement au sein du réseau Sortir du nucléaire.

## **Contribution du CSFR (Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin) :**

Quand, dans une structure associative ou politique ou communautaire, surgissent des tensions et des turbulences, ceci est généralement dû à un manque de clarté dans la " LIGNE " de cette structure ou à une déviance par rapport à la ligne initiale.

Mais comme nous sommes tous des êtres avec leur sensibilité et leur personnalité propres, les FACTEURS HUMAINS de compatibilité, d'incompatibilité, le rêve de pouvoir, voire de domination, viennent souvent compliquer les choses.

Dans toute association, toute structure, la mise en commun des idées, mais aussi leur confrontation sont nécessaires. Mais il y a L'ART ET LA MANIERE DE SE FROTTER LES CERVELLES. Il y a intérêt à ce que cela se passe dans un esprit de bonne camaraderie et de respect mutuel.

LE REGLEMENT INTERIEUR d'une structure est très important; et s'y conformer est primordial.

Quand il y a DIVERGENCE D'OPINIONS, il est malsain de vouloir écraser, liquider, bannir l'autre. Et il est également malsain, ou pour le moins inefficace, de vouloir cacher le différend. On fait appel à un ou des médiateurs, c'est-à-dire des " clarificateurs " et " relativisateurs " pragmatiques.

LA CAUSE que nous défendons toutes et tous, à travers cette volonté de nous fédérer et de lutter contre le nucléaire avec plus d'efficacité, est infiniment supérieure aux susceptibilités, aux manques de tact, aux égocentrismes qui peuvent germer en nous et empoisonner notre entreprise commune. NOUS AVONS A SUBORDONNER NOTRE EGO A CETTE CAUSE.

Si le RSDN veut avoir quelque chance de survivre et d'aller de l'avant, surtout dans un pays marqué par le totalitarisme nucléaire, il faut absolument QUE SA LIGNE SOIT REDEFINIE OU REAFFIRMEE. LE CSFR PRECONISE UNE LIGNE " PURE ET DURE ", telle qu'elle a été esquissée dans la CHARTE. A notre avis, le pourquoi de cette ligne " pure et dure " pourrait être plus explicite et la liste des raisons avancées plus complète.

Mais parallèlement, nous estimons que le RSDN doit se permettre de TRAVAILLER PONCTUELLEMENT ET DANS LA CLARTE, sur des projets précis, AVEC DES ASSOCIATIONS ET DES STRUCTURES MOINS " PURES ET DURES ", chaque fois que cela ne conduit PAS A

DES COMPROMISSIONS et tout en réaffirmant les raisons essentielles de son opposition au nucléaire.

Comme les Amis De La Terre le suggèrent, nous pensons également qu'il faut clarifier notre position (dans la Charte elle est claire ) concernant L'UTILISATION DES ENERGIES FOSSILES PENDANT UNE PERIODE TRANSITOIRE. De même qu'il faut REDEFINIR LA DUREE DE SORTIE DU NUCLEAIRE que nous préconisons.

LA PERSONNE MORALE qu'est le RSDN doit être représentée par le CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Stéphane Lhomme a exprimé l'idée que les CANDIDATS ADMINISTRATEURS devraient PRESENTER UN PROGRAMME ou, du moins, EXPOSER LEUR VISION DE LA LUTTE A MENER. Nous adhérons à cette idée. Cela camperait mieux la personnalité du Candidat / de la Candidate.

Le gros problème, c'est la DISPERSION GEOGRAPHIQUE DES MEMBRES DU CA. Rien ne remplace vraiment la réunion "en chair et en os ". Mais comment faire autrement que de régler une grande partie des débats, des décisions à prendre, etc... par téléphone, mail, vidéoconférence... ?

D'où l'IMPORTANCE DE L'EQUIPE DES SALARIE(E)S ET DU DIRECTEUR/DE LA DIRECTRICE. Bien que Salarié(e)s, ces personnes doivent également être militants dans l'âme. LEUR TRAVAIL doit être valorisé et PRESENTE A L'AG du RSDN.

Le Directeur/la Directrice, poste-clé, doit être garantie de la bonne marche du travail au quotidien et de l'exécution des TACHES/PROJETS DEFINIS PAR L'AG, mais aussi PAR LE CA TOUT AU LONG DE L'ANNEE.

Le Directeur/ la Directrice doit incarner toutes les " qualités" professionnalisme, compréhension, autorité naturelle..., dans un "gant de velours ", esprit de bonne camaraderie, de clarté, de droiture ....(jamais d'intrigues). Refus du pouvoir pour le pouvoir, etc... MAIS CETTE PERSONNE NE DOIT PAS ETRE ABANDONNEE A SA "SOLITUDE" PAR UN CA DISPERSE. IL Y A NECESSITE DE CONTACTS FREQUENTS.

ETRE ADMINISTRATEUR/TRICE, DIRECTEURITRICE SONT DES TÂCHES HARASSANTES. Mais la bonne marche du RSDN est à ce prix.

TOUS LES SALARIES, PORTE-PAROLE, MEMBRES DU CA ONT A SE CONSULTER AVANT TOUTE DECISION IMPORTANTE.

LE RESEAU N'EST PAS UNE ENTREPRISE COMME UNE AUTRE. L'esprit militant, plaçant LA CAUSE AU-DESSUS DE TOUT, doit être présent aussi chez les Salarié(e)s (bien qu'il faille évidemment gagner des sous pour vivre).

MAIS CE DONT NOUS AVONS TOUS BESOIN, AU QUOTIDIEN, C'EST DE TRAVAILLER SUR NOTRE EGO ET DE DISCIPLINER SES

POSSIBLES DIVAGATIONS. IL N'EST NI GNANGNAN NI MORTIFERE DE LE RAPPELER. SANS CE REGARD, CERTES PAS SUFFISANT

MAIS NECESSAIRE, LA MEILLEURE DES ORGANISATIONS PEUT PERICLITER.

Amicales Salutations à Toutes et à Tous  
Le CSFR

### **Contribution des Verts :**

Bonsoir,

Comme vous le savez sans doute, ce week-end a lieu à Lyon une Assemblée générale du Réseau Sortir du nucléaire. Comme le CNIR a lieu aux mêmes dates, il ne pourra y avoir de représentants du Collège exécutif.

Toutefois, et eu égard à la controverse interne qui traverse le Réseau depuis plusieurs mois, il apparaît important de faire savoir à celles et ceux qui, représentants d'une structure locale, départementale ou régionale des Verts, seront présents à l'Assemblée générale quelques éléments d'analyse, issus notamment des débats du Collège exécutif sur le sujet.

D'abord, il est essentiel de souligner que les Verts ne sauraient se désintéresser de l'avenir d'un mouvement qui a su, depuis plusieurs années, fédérer le mouvement de lutte antinucléaire en France et qui, de ce point de vue, mérite que les Verts y portent toute leur attention.

Pour autant, il faut souligner que la crise interne du Réseau ne saurait être résolue par les Verts. Il appartient au Réseau de trouver, parmi ses membres, la dynamique qui lui permettra de sortir par le haut de la situation actuelle. C'est, conformément aux principes de fonctionnement du Réseau, aux associations locales investies dans son organisation qu'il revient de trouver les solutions aux difficultés présentes. En aucun cas, une intervention des Verts, auxquels le statut particulier de parti politique impose une certaine forme de réserve dans des débats internes à un mouvement social, ne saurait être bienvenue. Il n'est en effet pas souhaitable que l'action des Verts puisse être lue, de quelque manière que ce soit, comme ayant fait "pencher la balance" de l'un ou l'autre côté.

Dès lors, personne ne pourra se prévaloir, au cours des débats d'Assemblée générale du Réseau Sortir du nucléaire, d'une "position nationale officielle" des Verts pour soutenir tel ou tel point de vue. Considérant la complexité de la situation, et sa forte dimension interpersonnelle, il n'est en effet pas opportun que les Verts décident, dans un sens

comme dans l'autre, d'une "position nationale", hormis celle consistant en un appel à la sérénité collective.

Le mouvement antinucléaire ne doit évidemment pas éluder les débats, essentiels, sur sa propre stratégie. Mais ces débats ne sauraient avoir lieu dans le contexte perturbé, bousculé et passionnel qu'il faut bien constater aujourd'hui. Dès lors, les Verts souhaitent que l'AG du Réseau Sortir du nucléaire permette, non d'acter la victoire d'un camp contre l'autre dans le mouvement antinucléaire, mais de la volonté commune, au delà des différends, de poursuivre le combat crucial de la sortie du nucléaire. En cela, il faut inviter les délégués Verts présents à l'AG à défendre, autant que possible et aussi longtemps que possible, le souci de la coopération sur la concurrence, de l'unité sur l'éclatement, du temps long sur le temps immédiat.

C'est cette position que je vous propose de transmettre, au nom du Collège exécutif, auprès des militants de votre région qui seraient amenés à participer à l'AG du Réseau Sortir du nucléaire ce week-end.

Je reste évidemment à votre disposition, et à celle de qui participera à cette AG, pour toute précision ou échange complémentaire.

Bien à vous,  
Mickaël Marie, Secrétaire national adjoint des Verts

### **Contribution de Stop Fessenheim :**

L'Assemblée Générale de Sortir du Nucléaire, le 19 juin prochain... une mascarade ? Le CA de STOP Fessenheim s'est réuni vendredi 11 juin pour donner mandat à deux de ses membres Christian Zerr ( trésorier) et Aline Duratti (secrétaire) qui participeront à l'AG du 19 juin

Nous avons répondu oui aux quatre premières questions du questionnaire pour la refondation du Réseau et nous voulons que les changements structurels à envisager suite à cette crise soient réellement posés et discutés contradictoirement au cours de l'AG. Si tel n'est pas le cas les décisions qui y seraient prises n'auraient pas de valeur à nos yeux. Les documents officiels transmis pour l'AG nous sont apparus fermés, bureaucratiques. Ils passent sous silence les enjeux essentiels. Nous avons demandé à nos délégués de ne pas se faire embarquer dans des votes aux conséquences non clarifiées.

### **Nos positions**

1. Nous nous sommes prononcé-e-s contre le licenciement de Stéphane Lhomme, compte tenu que les motifs réels n'ont pas été exprimés et que les arguments de personnalité utilisés cachent les différends sur la stratégie du Rézo. Son licenciement a été une manière d'empêcher les débats. Il est donc répréhensible. Nous désapprouvons totalement cette façon de désigner des boucs émissaires aux dysfonctionnements collectifs. La violence des échanges qui s'en sont suivis est liée au fait que les divergences stratégiques et politiques sont restées cachées trop longtemps. La responsabilité de ce manque de débat est collective et marque la démission des militants face à un appareil devenu technocratique. Nous sommes contre une gestion des salariés sur le modèle des entreprises capitalistes.

2. Nous considérons que les salariés ont aujourd'hui une place excessive dans la conduite de l'action du Rézo. Il faut réduire ce pouvoir des salariés et renforcer la fonction politique de direction assumée par le CA. Ceci à condition que le CA lui même soit davantage représentatif des luttes antinucléaires effectives menées par les militants et les associations antinucléaires de terrain. Cela suppose donner plus de place à ces associations antinucléaires qui ne sont pas la majorité des 800 et quelques associations adhérentes mais qui sont la force vive de la fédération .

3. Nous exigeons le retrait de la plainte déposée par le réseau contre Stéphane et les membres de l'ancien CA. Cette procédure est réellement honteuse, elle trahit la philosophie du mouvement antinucléaire. Elle met en danger le rézo en tant que contre pouvoir.

4. Nous sommes fondamentalement contre la signature de l'Ultimatum climatique qui signifie l'affadissement et la récupération par le lobby pronucléaire de notre lutte antinucléaire. C'est une manière de valider green washing actuel du nucléaire . Faire appel à Sarkozy pour résoudre les problèmes de climat est en outre totalement infantile et illusoire.

5. Nous réaffirmons l'exigence de sortie effective du nucléaire. Il nous paraît essentiel de clarifier en AG le

calendrier revendicatif des fermetures. Il doit être voté et publié de façon à annoncer les objectifs sur lesquels la fédération se battra. Pour Stop Fessenheim l'exigence de fermeture des centrales après trente ans d'exploitation. est non négociable. Nous réaffirmons à cette occasion l'importance stratégique et symbolique de l'objectif de fermeture de Fessenheim dans le combat pour la sortie du nucléaire.

6. Nous souhaitons que le rézo s'engage plus clairement pour la sobriété énergétique et contre le productivisme qui détruit la planète. C'est par cet engagement que nous sommes solidaires des toutes les grandes luttes écologiques.

7. Nous voulons que le Réseau revienne à sa vocation fondatrice à savoir l'appui, la facilitation et l'amplification des luttes de terrain. Nous souhaitons que des initiatives de coordination des luttes soient reprises par les militants. Nous proposons que les contradictions apparentes entre les différents axes de lutte ( fermeture de vieilles centrales, opposition à l'EPR, surveillance des déchets, refus de l'enfouissement...)soient travaillées dans des rencontres transversales régulières pour dégager une vision stratégique commune et cohérente. Nous proposons aussi que l'on réfléchisse sur la manière de restaurer les capacités d'auto-organisation des militants afin de remédier à la situation d'infantilisation de la base qui s'est installée au fur et à mesure de la bureaucratisation de l'organisation.

A tous , bon courage

Nicole Roelens , présidente de Stop Fessenheim Le 14 juin 2010

**Contribution de la CEN (cette contribution a été rédigée pour et avant l'AG des 6-7 février 2010, mais la CEN en a sollicité la re-publication pour l'AG des 19-20 juin 2010) :**

Dans le grave conflit qui divise le RESEAU "SORTIR DU NUCLEAIRE" (dont la CEN est adhérente de longue date) si on veut continuer le combat du RESEAU et accroître son rayonnement, nous pensons que deux types de mesures doivent être prises :

A-  
EN CE QUI CONCERNE LES CONFLITS INTERPERSONNELS (enquête et démocratisation)- il faut une enquête visant à établir les faits par quelqu'un de compétent situé à distance des enjeux relationnels et politiques  
- seule cette enquête, sans doute pénible sur le moment, permettra de lever le malaise, d'éviter qu'il ne perdure et ne ruine à la fois l'ambiance de travail et la crédibilité du réseau (voir le cas Attac)

La menace d'éclatement concerne tous les adhérents moraux ou physiques.

La plus grande transparence nous paraît nécessaire dans le Réseau car le chemin faisant partie du but, nous pensons que la démocratie interne fait partie de la construction de la société que nous voulons.

Une certaine opacité de la tête de Réseau explique sans doute en partie les mésententes actuelles

Il y aurait eu moins de conflit sans doute, si n'existait pas une Direction du personnel alias un DRH qui crée une certaine hiérarchie au lieu d'un fonctionnement plus démocratique.

Un tel fonctionnement supposerait plutôt :

-un animateur désigné en AG sur l'orientation arrêtée.

-un ou des représentants (syndicaux...) pouvant défendre les conditions de travail auprès de l'employeur, le Réseau.

B

POUR LA CEN :

-vouloir sortir du nucléaire, c'est vouloir sortir de la société capitalisme qui est productiviste par essence (religion du 15% de retour aux porteurs du Capital ou actionnaires ou investisseurs)

-la démocratie la plus directe possible fait partie du fonctionnement d'une société sans nucléaire. En effet le nucléaire (civil et militaire) implique une société de contrôle.

-sortir du nucléaire c'est relocaliser une économie à la fois démocratisée (sous contrôle citoyen) et écologique (c'est à dire en symbiose avec la nature, une économie "écologique" où rien n'est déchet, ou tout est ressource), dont une production d'énergie en cogénération de chaleur et d'électricité par bois déchiqueté ou par l'éolien ou le solaire ou la biomasse mais en coopératives municipales, non en fermes géantes propriété de grands groupes.

-on ne peut s'opposer à la société productiviste sans la participation massive du peuple à la vie démocratique et

d'abord au local, car c'est aussi le moyen de créer un rapport de force favorable (Fotopoulos) (voir propositions CEN ci-joint et quelques expériences de production d'énergie autonome relocalisée (Allemagne, France))

Cela ne peut se faire sans une démarche de co-construction des décisions concernant toute la vie des habitants (dont les décisions économiques).

On peut essayer d'aller dans ce sens dans nos organisations...au moins concernant les grandes orientations et décisions.

U-e ou des porte parole réactif-ive (s) et connaissant bien son leur affaire est nécessaire...

C

EN CE QUI CONCERNE LES ORIENTATIONS DU RESEAU (prendre clairement position)

NOUS SOUTENONS LES OPTIONS SUIVANTES :

-nous voulons une dénucléarisation totale CIVILE ET MILITAIRE

Certes la menace pesant sur le climat est la plus urgente. Le nucléaire est moins producteur de gaz. Mais il menace lui aussi l'avenir de l'espèce et son présent, par les déchets, les fuites, les accidents, créant un empoisonnement radiologiques, qu'il s'agisse du nucléaire civil ou militaire (ainsi 27 sous-marins nucléaires accidentés US ou ex URSS pourrissent au fond des océans).

Nous considérons qu'un partenariat trop serré avec des associations sans but antinucléaire clairement défini est préjudiciable. Un accord ponctuel en vue d'une action commune reste naturellement toujours possible et ne peut pas nuire aux buts restés divergents de ces associations.

Nous souhaitons que les orientations du réseau soit claires en ce sens :

-pas de mise entre parenthèse de la question de l'urgence sortie du nucléaire sous le prétexte de collaborer avec de grandes ONG ou des gouvernements (cf Sarkozy invitant au Grenelle celles-ci, à l'exclusion du Réseau "S du N", et ce, avec la complicité des grandes ONG) sous le consensus que la priorité est à la lutte prioritaire contre l'effet de serre (qui vaudrait bien une mise entre parenthèse provisoire du nucléaire). Un Grenelle qui s'est révélé une tromperie.

Nous récusons par avance comme hypocrites :

la position 1

-Nous sommes contre le nucléaire mais nous devons d'abord travailler à la réduction de l'effet de serre

-la position 2

-Nous sommes contre le nucléaire mais nous avons dû céder à la pression de nos amis et préférons mettre une sourdine pour l'instant

Nous demandons à l'AG ou à défaut à une autre AG (donc maintenant celle de juin) de prendre clairement position sur cette orientation.

JUSTEMENT la motion présentée par les salariés grévistes est formulée de telle manière qu'elle ouvre la porte d'une sortie de crise : en effet, paradoxalement sa conclusion pratique rejoint, le vœu émis en conclusion de l'Annexe écrite par la partie adverse (les membres du CA qui soutiennent Stéphane L), en faveur de l'ouverture d'"un chantier de restructuration du Réseau et de son fonctionnement".

Un large vote pour cette motion obligerait à lancer le chantier et chaque Association à s'impliquer dans le débat d'orientation, comme nous nous y sommes essayé par ces propositions.

Nous nous associons donc à cette option qui paraît la meilleure sous réserve qu'elle réponde bien à au moins deux des trois objectifs que nous avons défendus plus haut :

-l'objectif d'éclaircissement de l'histoire du conflit

-un nouveau vote concernant la position du réseau vis-à-vis du nucléaire : que les questions de tactiques circonstancielles ne soit pas occasion d'en rabattre sur la stratégie, dit autrement que le but général soit intégré dans le court terme, sans quoi de compromis en compromis on finit toujours par gommer le long terme comme on l'a vu et on le voit dans les grandes ONG et partis qui ont fini par changer d'avis au lieu de changer la vie.

Amicalement, bonne AG, en nous souhaitant de ne pas être victime d'une OPA hostile (voir aussi les votes de reniement au Parlement européen sur la lutte contre l'effet de serre (analyse sur échanges de la Cen)



**Contribution/motion des Alternatifs du Tarn :**

Les Alternatifs du Tarn comptent parmi les membres fondateurs de l'association Sortir Du Nucléaire Tarn et Promouvoir les Energies Renouvelables. Les Alternatifs du Tarn sont membres du Réseau Sortir Du Nucléaire.

La lutte contre l'industrie nucléaire et l'arme atomique sont parmi les fondamentaux du combat des Alternatifs depuis leur création. L'industrie nucléaire est symptomatique d'un système qui dépossède les citoyen-ne-s de leur capacité à l'autonomie et aux choix démocratiques d'une énergie propre, renouvelable et produite dans des conditions éthiques. Cette industrie se drape en permanence dans le secret d'Etat. Elle est imposée sans aucune concertation au mépris des règles élémentaires de santé publique et de démocratie.

Les déchets qu'elle produit sont un inextricable problème pour les générations actuelles mais aussi et surtout pour les générations à venir.

L'extraction des minerais nécessaires (uranium, thorium...) pour la fission nucléaire se déroule dans des conditions indignes et viole les principes élémentaires des droits humains.

L'industrie nucléaire « civile » est la face émergée de l'industrie nucléaire militaire (le plutonium est produit dans les centrales nucléaire « civile »).

Pour toutes ces raisons, les Alternatifs du Tarn sont résolus à poursuivre leur engagement au sein du réseau Sortir Du Nucléaire et de l'association Sortir Du Nucléaire Tarn et Promouvoir les Energies Renouvelables.

Néanmoins il nous paraît primordial de préciser ou de repréciser dans quelles conditions les Alternatifs du Tarn veulent continuer à participer à la vie du réseau Sortir Du Nucléaire et de l'association Sortir Du Nucléaire Tarn et Promouvoir les Energies Renouvelables.

Aussi, les Alternatifs du Tarn demandent

La réintégration de Stéphane Lhomme comme salarié du réseau Sortir Du Nucléaire ;  
l'abandon de la plainte contre des ancien-ne-s membres du C.A du réseau ;  
une réflexion autour du rôle et de la place des salarié-e-s au sein du réseau SDN (rotation des mandats, des tâches, abolition de la hiérarchie...);  
la démocratie interne et la mise en place d'un fonctionnement interne autogéré et égalitaire (horizontalité) ;  
une réflexion autour du rôle et de la place du C.A au sein du réseau ;  
la mise en pratique d'une méthode démocratique et transparente de prise de décision ;  
la transparence dans les finances ;  
la réactualisation et la re-signature de la charte du réseau comme preuve d'engagement au sein du réseau ;  
la promotion de la sobriété énergétique ;  
la mise en débat de réflexions sur les énergies renouvelables et leur mise en application ;  
la clarification de la position du réseau vis-à-vis d'une sortie rapide de l'ère nucléaire ;  
le positionnement clair sur la fermeture des centrales vieillissantes.

Le respect de ces exigences sera la condition sine qua non de la poursuite de l'engagement des Alternatifs du Tarn au sein du réseau Sortir Du Nucléaire et de l'association Sortir Du Nucléaire Tarn et Promouvoir les Energies Renouvelables.

Les associations fédérées au sein du réseau lui donnent sa force, son originalité. Elles sont responsables de sa vitalité et de sa pertinence comme de ses potentiels conflits internes.

La lutte contre l'industrie nucléaire demande l'union de toutes les forces écologistes anti-nucléaires. Aussi, les conflits internes doivent être désamorcés rapidement afin de nous concentrer sur notre intérêt commun : la sortie définitive et rapide de l'ère de l'électricité nucléaire.

Les Alternatifs du Tarn, 15 avril 2010

## **Contribution/motion de « Sortir Du Nucléaire Tarn et Promouvoir les Énergies Renouvelables » :**

L'association « Sortir du Nucléaire Tarn et Promouvoir les Énergies Renouvelables » (SDNTEPLER) tente, à son niveau, d'informer le public sur les dangers du nucléaire et sur l'opacité du complexe électronucléaire français par des actions de sensibilisation et en relayant des actions du réseau Sortir Du Nucléaire auquel l'association est adhérente.

La lutte contre l'industrie nucléaire et l'arme atomique sont parmi les fondamentaux du combat de SDNTEPLER depuis sa création.

L'industrie nucléaire est symptomatique d'un système qui dépossède les citoyen-ne-s de leur capacité à l'autonomie et aux choix démocratiques d'une énergie propre, renouvelable et produite dans des conditions éthiques.

Cette industrie se drape de façon scandaleuse dans le secret d'Etat.

Elle est imposée sans aucune concertation au mépris des règles élémentaires de santé publique et de démocratie.

Les déchets qu'elle produit sont un inextricable problème pour les générations actuelles mais aussi et surtout pour les générations à venir.

L'extraction des minerais nécessaires (uranium, thorium...) pour la fission nucléaire se déroule dans des conditions indignes et viole les principes élémentaires des droits humains.

L'industrie nucléaire « civile » est la face émergée de l'industrie nucléaire militaire (le plutonium issu des centrales nucléaires « civiles »).

Pour toutes ces raisons, SDNTEPLER est résolue à poursuivre son engagement au sein du réseau Sortir Du Nucléaire si celui se réforme pour correspondre à un fonctionnement répondant aux attentes de ses membres.

Néanmoins il nous paraît primordial de préciser ou de repréciser dans quelles conditions SDNTEPLER veut continuer à participer à la vie du réseau Sortir Du Nucléaire.

Aussi, SDNTEPLER demande à l'AG extraordinaire du réseau SDN :

L'annulation du licenciement de Stéphane Lhomme ;  
l'abandon des plaintes contre d'ancien-ne-s membres du C.A du réseau ;  
une réflexion autour du rôle et de la place des salarié-e-s au sein du réseau SDN (rotation des mandats, rotation des tâches, abolition de la hiérarchie, autogestion, durée des contrats...) ;  
une réflexion autour de la démocratie interne et la mise en place d'un fonctionnement interne autogéré et égalitaire (horizontalité) ;  
une réflexion autour du rôle et de la place du C.A au sein du réseau ;  
la mise en pratique d'une méthode démocratique et transparente de prise de décision ;  
la transparence dans les finances ;  
la réactualisation et la re-signature de la charte du réseau par les associations membres comme preuve d'engagement au sein du réseau ;  
la promotion de la sobriété énergétique ;  
la mise en débat de réflexions sur les énergies renouvelables et leur mise en application (afin d'éviter l'opacité que nous reprochons à l'industrie nucléaire) ;  
la clarification de la position du réseau vis-à-vis d'une sortie rapide de l'ère nucléaire ;  
le positionnement clair sur la fermeture des centrales vieillissantes ;  
la souveraineté de l'AG pour les décisions importantes du réseau.

Le respect de ces exigences sera la condition sine qua non de la poursuite de l'engagement de SDNTEPLER au sein du réseau Sortir Du Nucléaire.

Les associations fédérées au sein du réseau lui donnent sa force, son originalité. Elles sont responsables de sa

vitalité et de sa pertinence comme de ses potentiels conflits internes.

La lutte contre l'industrie nucléaire demande l'union de toutes les forces écologistes anti-nucléaires. Aussi, les conflits internes doivent être désamorçés rapidement afin de nous concentrer sur notre intérêt commun : la sortie définitive et rapide de l'ère de l'électricité nucléaire.

Relevons-nous !

Le C.A collégial de « Sortir Du Nucléaire Tarn et Promouvoir les Énergies Renouvelables », 10 juin 2010.